

***l'Anti*capitaliste**

n°284 | 9 avril 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

METTONS



FIN À LEURS



CONTRATS



DE TRAVAIL



Dossier

L'agriculture au cœur du réchauffement climatique Pages 6 et 7

ÉDITO

En Grèce, incertitudes et premiers mouvements d'en bas
Page 2

PREMIER PLAN

À Toulouse, un militant du NPA condamné!
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Iran: un accord sous haute tension
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Laurence Blisson du Syndicat de la magistrature
Page 12



Par HENRI WILNO

En Grèce, incertitudes et premiers mouvements d'en bas

Les commentaires sur la Grèce fluctuent au rythme des réunions internationales et des déclarations d'Alexis Tsipras et de ses ministres. En fait, en ce début d'avril, trois points importants se dégagent. Le premier est la poursuite de l'étranglement économique de la Grèce. Le gouvernement Tsipras a reculé sur la plupart des mesures avancées lors de la campagne électorale de Syriza, mais ce que veulent maintenant l'Union européenne (UE) et le FMI, c'est que soient appliquées des mesures d'austérité dans la continuité de la politique de la droite. Pour l'instant, Alexis Tsipras renâcle encore sur quelques points et annonce même la mise en œuvre de quelques mesures sociales, comme dernièrement 4500 recrutements de personnels de santé et la suppression du forfait hospitalier. Mais il est clair que l'heure des choix s'approche: on ne peut à la fois payer la dette, laisser les capitaux filer et les banques grecques faire ce qu'elles veulent, et résister longtemps aux diktats de l'UE... Le deuxième point est que les ministres grecs multiplient les déclarations contradictoires, ensuite démenties: sur certaines privatisations, sur la capacité de la Grèce à faire face aux prochaines échéances, sur les manifestations anarchistes... Derrière cela, il y a une raison fondamentale: les contradictions internes à Syriza, dont toute une aile n'est pas prête à accepter les «*compromis douloureux*» dont parlent certains cadres gouvernementaux. D'ailleurs, l'influent quotidien économique anglais *Financial Times* écrivait ce 5 avril que plusieurs dirigeants européens expliquent en privé qu'un remodelage du gouvernement grec est nécessaire avec le départ de la gauche de Syriza et l'entrée du parti centriste To Potami, voire du Pasok. «*Tsipras doit décider s'il veut être Premier ministre ou leader de Syriza*», a ainsi déclaré un dirigeant européen au journal. Le troisième point est un début de mouvement d'en bas. Une «*caravane de solidarité et de lutte*», émanant de plusieurs secteurs combattifs de la Grèce du nord, a débouché sur une manifestation le lundi 6 avril à Athènes. Le 1^{er} avril avaient eu lieu à Athènes et dans plusieurs autres villes des manifestations de retraités demandant le rétablissement de leurs droits. Ces mobilisations sont encore limitées, mais le développement de ce mouvement d'en bas – et la capacité de la gauche radicale dans et hors de Syriza à s'y lier et à l'amplifier – est décisif.

BIEN DIT

Avec cette mesure, il s'agit pour l'autorité militaire israélienne de chercher à le casser (...). Salah a le droit d'étudier, d'aller et de venir, le droit de vivre, tout simplement!

Communiqué de l'ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITÉ (AFPS) du 30 mars 2015. Après 7 ans dans les prisons israélienne, Salah Hamourî vient de recevoir un «*ordre militaire*» lui interdisant, pour raisons de sécurité et pour une durée de six mois, d'entrer en Cisjordanie. Étudiant en droit à Ramallah, il ne peut même plus suivre ses cours...

À la Une

Gouvernement et Medef: mettons fin à leurs contrats de travail!

On ne change pas une politique qui perd, c'est la leçon tirée par Valls et Hollande au lendemain de la claque des élections départementales qui a vu une cinglante défaite du PS. Le Medef, lui, se sent pousser des ailes et en profite pour repasser à l'offensive. Dans sa ligne de mire: le contrat de travail.

Garde le cap, approfondir et accélérer les réformes, «*redoubler d'énergie avec comme priorité l'emploi, l'emploi, l'emploi*», voilà le message de Valls au sortir des élections départementales. Il annonce ainsi clairement la poursuite de la politique menée depuis presque trois ans au profit du seul patronat. Les projets ne manquent pas pour nous raboter un maximum de droits et de protection, dans la suite logique de la loi Macron. C'est le sens du projet de loi sur le dialogue social de Rebsamen qui sera présenté à l'Assemblée ce 22 avril, mais également des projets en discussion sur le contrat de travail. Et s'ils étaient en manque d'inspiration, ils peuvent compter sur le Medef ou certains économistes, très inspirés... pour que les salariéEs aient de moins en moins de droits.

Libérer l'emploi... ou plutôt casser le contrat de travail?

Avec plus de 5 millions de chômeurs et une courbe qui s'obstine à être toujours plus élevée, l'emploi semble redevenu la priorité du gouvernement. Dans un entretien accordé à *Challenges*, Valls expose ses «*vrais projets*»: «*Ceux qui pensent que nous allons freiner ou stopper les réformes se trompent. Nous allons les poursuivre en ouvrant de nouveaux chantiers*», annonce le Premier ministre droit dans ses bottes. «*Je veux ouvrir le chantier de l'emploi dans les PME. (...) Il faut traiter ce problème pour les petites entreprises en réformant le contrat de travail.*»

Il n'en fallait pas plus pour que Gattaz propose une réforme du CDI

LE MEDEF POUR DES CADENCES INFERNALES...



afin de «*donner (...) principalement dans les TPE-PME (...) la visibilité et la sécurité nécessaires sur la rupture du contrat de travail*». Pour le patronat, l'enjeu est clair: verrouiller en aval les possibilités pour les salariéEs d'aller aux prud'hommes et d'obtenir réparation. Pour cela, le Medef propose d'introduire dans le contrat de travail une liste de «*motifs incontestables de rupture*», comme l'évolution du marché ou la baisse du chiffre d'affaires que l'employeur pourrait invoquer pour justifier le licenciement. Le salarié n'aurait donc plus la possibilité d'aller aux prud'hommes puisqu'il aurait signé ce contrat...

Medef et gouvernement: toujours plus, toujours plus loin!

Le Medef n'est pas seul à vouloir «*simplifier le contrat de travail*», un collectif d'une quinzaine

d'économistes – loin d'être atterrés – emmenés par Jean Tirole, a réclamé dans une tribune publiée récemment dans les *Échos*, un «*Jobs Act à la française*». Ces économistes suggèrent de modifier la définition du licenciement économique, «*pour que le juge apprécie sa légalité, non au regard de la situation économique de l'entreprise, mais en vérifiant simplement la réalité de la réorganisation engagée*». Autrement dit, l'employeur aurait les mains libres pour restructurer à condition de prouver... qu'il restructure! Cela mérite bien un prix Nobel, non? Bref, depuis quelques jours, les idées foisonnent non pas pour créer de l'emploi mais pour mettre fin au CDI. Le gouvernement ne sait plus où donner de la tête. Valls dit à la fois qu'il faut «*lever le frein de la peur de l'embauche*» et s'est senti obligé, avant la journée de grève

et de manifestations du 9 avril, de rassurer, jurant que «*la remise en cause du CDI n'est pas dans les projets du gouvernement*». Une formule qui ne veut pas dire grand-chose car comme pour les 35 heures, on peut vider le CDI de sa substance tout en gardant une belle étiquette. Comme à son habitude, Macron, lui, avait pris moins de pincettes en annonçant une loi Macron 2 où le nouveau contrat de travail réclamé par le patronat pourrait trouver sa place. Mais, après leur cinglante défaite aux élections départementales, le gouvernement doit ressouder sa majorité et est donc – pour l'instant – revenu sur le projet d'une loi Macron 2... Mais tout cela devrait être précisé en juin prochain. Attention danger!

Résister, s'affronter au pouvoir du Medef

Depuis pratiquement trois ans, Hollande a fait du patronat son meilleur ami. Pas une semaine ne s'est passée sans que ce pseudo gouvernement «*de gauche*» ne donne des gages aux plus riches et détricote nos droits sociaux. Et c'est loin d'être terminé. À l'appel de la CGT, FO, Solidaires et la FSU, avec le soutien de la gauche politique opposée à ce gouvernement, la journée de grève et de manifestations du 9 avril est une première étape, après des mois de marasme social. On le sait, elle n'est pas suffisante pour arrêter l'offensive conjointe du gouvernement et du Medef, mais doit servir de point d'appui à la construction d'un mouvement large de résistance(s), et d'affrontement avec ce pouvoir. Il n'y a pas d'autres choix!

Sandra Demarcq

RADIO FRANCE

Les galets dans les bottes de Gallet

Pas trop de «bleus» devant la Maison de la radio, ça ferait un peu dictature chilienne ou grecque, années 70... Seuls deux porteurs de pistolets mitrailleurs et un gugusse doté d'un gros gilet pare-balles nous rappellent que nous sommes en vigilance rouge pour cause de terrorisme...

Au niveau des vigiles pour lesquels la direction refuse d'investir dans un lit pour qu'ils puissent se reposer la nuit, c'est plus cool. La plupart sont en grève, pendant que les non-grévistes sont réquisitionnés pour assurer la protection rapprochée du PDG Mathieu Gallet qui feint de craindre d'être agressé par des salariéEs en colère.

Réappropriation des lieux

Pour rejoindre le studio 105 où se tiennent les assemblées générales, c'est un véritable dédale de halls, de

couloirs, d'escaliers. Dans ce labyrinthe, un des gros intérêts des longs mouvements de grève est que l'on peut commencer à se (ré)approprier les lieux. Savoir où se trouve le bureau de tel collègue, tel studio, et surtout le trajet pour y aller.

Le deuxième intérêt est de rencontrer les salariéEs de tous les services, toutes les activités. Journalistes, opérateurs/trices, agents de sécurité, bruiteurEs, réalisateurs/trices, salariéEs de l'entretien, etc... Surtout que le dédale des locaux n'est rien à côté de celui des métiers, des statuts, des horaires. Un concentré

de l'ingéniosité des gestionnaires à parcelliser les activités, à diviser les salariéEs.

Mais, bien guidé, on arrive au studio 105, où depuis près de trois semaines se déroule les AG de grévistes. Peu de décoration, juste une banderole et des dessins qui viennent s'ajouter chaque jour sous forme d'affichettes.

Réduire la diversité culturelle, attaquer le service public

La grève a démarré sur quatre préavis autour des principales attaques annoncées par la direction: suppression d'un orchestre, regroupement

des équipes éditoriales, externalisation de services «*hors cœur de métier*», accroissement de la place de la publicité.

Mais ces attaques ont été vite perçues pour ce qu'elles sont: une volonté de réduire la diversité culturelle sous forme de service public à sa plus simple expression. Le premier déficit de l'histoire de Radio France n'est que de 20 millions d'euros sur un budget de 650 millions en 2015, essentiellement prélevés sur une redevance qui représente environ 10 euros annuels par Français, soit 80 centimes par mois. Cette perception de l'enjeu consolide la grève dans le temps, permet son élargissement comme l'entrée dans le mouvement des services informatiques ce mardi 7 avril.

Un monde à changer

LA SAIGNÉE: 120 000 EMPLOIS EN MOINS DANS L'ÉDUCATION DEPUIS 2002. Une étude récente¹ fournit des informations précieuses sur l'impact des politiques d'austérité dans l'éducation dans les pays riches (membres de l'OCDE), dont la France. Les dépenses d'éducation sont partout essentiellement publiques, c'est-à-dire financées par l'impôt: en France, c'est le cas de 94% du total, même si une partie conséquente de cet argent sert à financer l'enseignement privé. Les dépenses d'éducation représentent souvent une part déclinante du PIB et des dépenses publiques alors que la « priorité à l'éducation » est partout affirmée par les dirigeants... La dépense moyenne par élève dans le primaire et le secondaire tend à baisser partout dans la dernière période. Les réductions de crédits se manifestent d'abord par des réductions d'effectifs: ainsi en France, depuis 2002, les effectifs de personnels rémunérés sur crédits d'État des enseignements primaires et secondaires

publics et privés ont diminué de 15% depuis 2002 (près de 120 000 personnes), dont plus de 63 000 enseignants (-10%) et 55 000 pour les autres personnels (-30%). Deux phénomènes préoccupants, reflets des « performances » de l'école, concernent tout particulièrement la France. D'abord la baisse du taux de scolarisation des 15-19 ans qui explique l'essentiel de la baisse des effectifs du secondaire entre 1995 et 2012 (400 000 jeunes au total ont ainsi disparu des lycées et collèges). Le « décrochage scolaire » se manifeste de plus en plus tôt, y compris dès 14 ans pour des jeunes encore soumis à la scolarité obligatoire. Ensuite, les enquêtes internationales montrent que la France figure parmi les pays de l'OCDE où le niveau des inégalités est le plus élevé et où l'impact de la catégorie sociale sur les résultats des élèves est aussi le plus important.

1- « L'éducation n'est pas épargnée », Pierre Concialdi, Chronique internationales de l'IREIS n°148

TOULOUSE (31) Libertés démocratiques en danger, un militant du NPA condamné!

Depuis le mois de novembre et les manifestations qui ont suivi la mort de Rémi Fraisse, les atteintes aux libertés démocratiques et à la liberté d'expression se multiplient à Toulouse.



La répression en action à Toulouse le samedi 8 novembre... DR

Manifestations interdites, arrestations massives et procès, militarisation de la ville les jours de manifestations (Sivens, 8 et 21 mars)... La préfecture semble faire de la ville un laboratoire en termes de répression et d'agressions contre les mobilisations sociales. La mairie UMP est quant à elle tout à fait sur la même longueur d'onde que le gouvernement Valls-Hollande: tentative d'expulsion des syndicats de leurs locaux et de la CGT de la bourse du travail et, la semaine dernière, interdiction d'une réunion publique de la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanction (BDS) dans laquelle le NPA est investi.

Moudenc, défenseur zélé de l'État d'Israël

Ainsi, mardi 31 mars, quelques heures seulement avant la réunion, le maire Jean-Luc Moudenc annonçait par voie de presse son interdiction au motif calomnieux que des membres de

BDS France auraient été condamnés pour « discriminations et incitations à la haine raciale » et qu'il ne pourrait pas « tolérer qu'une réunion publique prônant la discrimination à l'égard de personnes de confession juive et de produits commerciaux associés à la religion juive et à l'État d'Israël se tienne à Toulouse »...

La réunion s'est quand même tenue à l'extérieur de la salle devant une centaine de personnes. Les organisations du collectif BDS France se réservent le droit d'attaquer en justice le maire pour protester contre cette décision inacceptable et les calomnies qui l'accompagnent. Nul doute qu'une nouvelle réunion sera organisée prochainement!

Si ce genre de dérapage n'est qu'à moitié surprenant de la part du maire, il est également facilité par

la passivité de nombreuses organisations face à la répression qui s'abat sur la ville ces derniers mois.

Prison ferme pour Gaëtan et les militants anti-barrage de Sivens

C'est une telle répression que l'on a vu dès le lendemain avec les verdicts scandaleux contre des militants arrêtés lors des manifestations organisées suite à la mort de Rémi Fraisse (plus de 54 procès ont déjà eu lieu, avec plusieurs condamnations à de la prison ferme, certaines avec mandat de dépôt). Notre camarade Gaëtan, militant jeune du NPA, avait été condamné en première instance à deux mois de prison avec sursis en décembre dernier pour avoir participé à une manifestation interdite. Il se voit infliger en appel une peine encore plus lourde: deux mois de

prison ferme, plus quatre mois de sursis et une amende de 1100 euros! Ceci s'explique en partie par le maintien d'un chef d'accusation qui avait été refusé lors du premier jugement, violences volontaires contre un agent de police, un coup monté de toutes pièces. D'autres manifestants ont eu la confirmation des peines de prison fermes qui avaient été prononcées en décembre.

Face à une répression toujours plus lourde et à des libertés démocratiques menacées, certaines organisations comme la Ligue des droits de l'homme réagissent et appellent à une conférence de presse contre la dégradation de l'exercice des libertés publiques. L'intersyndicale de l'université du Mirail appelle à une réunion unitaire sur la ville pour dénoncer la condamnation de Gaëtan et la répression qui s'abat sur les mobilisations. Ceci pourrait être le point de départ pour une riposte unitaire large, aujourd'hui indispensable pour faire reculer tous les adversaires des libertés démocratiques et du mouvement ouvrier. À Toulouse comme ailleurs, c'est une nécessité car face à des politiques antisociales toujours plus violentes, gouvernement et patronat ont besoin d'écraser tous ceux qui pourraient incarner une résistance à leurs projets. Nous ne nous laisserons pas faire!

Ian Simpson et Sylvain Pyro

Là où Gallet ne voit que 7% de grévistes, vendredi dernier, 70% de la rédaction de France Culture, 35% de celle de France Info et entre 30 et 50% de celle de France Inter, ainsi qu'une grande partie des radios locales étaient en grève...

La haine d'un côté, la colère de l'autre

La haine de Sarkozy pour le service public; l'aplatissement de Placé déclarant « je suis pour le droit de grève mais à un moment ce n'est pas normal. Il faut savoir arrêter les grèves », le courage du journal *le Monde* qui, dans un éditorial anonyme, assène: « Depuis quinze jours, on ne discerne, en effet, aucune revendication précise, susceptible de servir de base à une négociation sérieuse et à des réformes nécessaires. Radio France est en grève pour que rien ne change à Radio France. Fascinant désir d'immobilisme, pour ne pas dire de conservatisme »... De son

côté, le gouvernement tente de faire passer sa politique d'austérité par des intermédiaires comme le technocrate Gallet, jouant lui-même lourdement de sa mise en place par le CSA. Lors des AG qui réunissent chaque jour pas loin de 500 personnes, c'est la multiplicité des colères, des inquiétudes, qui s'exprime. On sent les fragilités dues à la parcellisation, à la précarisation, aux traditions syndicales différentes. Les témoignages de toutes et tous consolident le rapport de forces, renforce la solidarité. Samedi dernier, une rencontre quasi improvisée avec les auditeurs a réuni 300 personnes au Grand Parquet et la caisse de grève se monte à 75 000 euros.

« Mathieu Gallet a dit que Radio France risquait de ne pas passer l'été, lui doit partir sans délai! »

Devant l'intransigeance et l'arrogance du PDG soutenu ouvertement par le gouvernement, le débat est

engagé en AG. Comment élargir encore notamment du côté des journalistes, et s'adresser plus largement au public? Comment éviter l'enfermement dans le dialogue social, les consultations du comité central d'entreprise? L'exigence du départ de Mathieu Gallet et de son staff, de la nomination d'un médiateur sont des éléments fédérateurs tant la direction s'est déconsidérée. Mais gagner vraiment contre la destruction du service public de la culture, de la musique, du divertissement nécessite un élargissement, un soutien pour lesquels la journée du 9 avril peut être une étape. Ils et elles y seront.

Robert Pelletier



Dans les couloirs de Radio France. DR

Le chiffre

630 000

C'est, en euros, la somme que Herman Van Rompuy, ex-président du Conseil européen qui prend sa retraite, va recevoir dans les trois ans à venir (prime de départ, maintien partiel de son salaire, retraite). Après, il ne touchera que 65 000 euros par an...



Agenda

Vendredi 10 avril, rencontre débat, librairie La Brèche. Présentation du livre *Capital santé. Quand le patient devient client* par son auteur Philippe Batifoulier, à 18h à la librairie.

Mercredi 15 avril, réunion publique du NPA, Montreuil. « Contre Le gouvernement PS Medef », avec des intervenantEs de l'inspection du travail, de la santé, de l'éducation, à 20h salle République, 59 bis rue de Barbès (M° Robespierre).

Jeudi 16 avril, réunion publique sur Mai 68, Paris. « L'Unef en Mai 68 », avec Jacques Sauvageot et Alain Krivine, à 18h à l'ITS, 40 rue de Malte, Paris 11° (M° Oberkampf ou République).

Vendredi 17 avril, réunion publique sur les marxistes et les anarchistes, Paris. « Repenser l'émancipation au 21^e siècle, entre ressources anarchistes et marxistes », avec Olivier Besancenot, Michael Löwy, Philippe Corcuff, et un militant E d'Alternative libertaire, à 18h au Lieu-dit, 6 rue Sorbier, Paris 20° (M° Ménilmontant ou Gambetta).

NO COMMENT

Je pense qu'il y en a suffisamment (...) J'ai entendu la demande de Dalil Boubakeur: ça veut dire trois mosquées par jour, une mosquée toutes les huit heures, ce serait le plus grand chantier de France. (...) Toutes les mosquées ne sont pas des lieux de radicalisation, mais 100% des lieux de radicalisation sont des mosquées.

FLORIAN PHILIPPOT, vice-président du FN, sur iTélé lundi 6 avril, à propos de la demande du Conseil français du culte musulman (CFCM) de doubler le nombre de mosquées d'ici à deux ans pour pallier le manque de lieux de culte.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PROSTITUTION

C'est le patriarcat qui est responsable, pas les femmes!

Dans la nuit du lundi 30 mars au mardi 31 mars, le Sénat a voté la proposition de loi sur la lutte contre le système prostitutionnel (déjà adoptée par l'Assemblée nationale) avec un amendement majeur : la ré-introduction du délit de racolage passif en lieu et place de la pénalisation des clients.

Avant cette modification, cette loi paraissait déjà contre-productive. En effet, une véritable politique abolitionniste ne peut se mettre en place en commençant par pénaliser les clients. La prostitution se nourrit autant du patriarcat que de la misère. Pénaliser avant de changer les mentalités n'empêchera pas la demande masculine d'exister. Et vouloir résoudre la question de la prostitution sans améliorer préalablement les conditions matérielles de vie des femmes est une impasse.



DR

Les effets d'une telle proposition seraient donc inefficaces, voire renforceraient les violences faites aux personnes prostituées. La prostitution subsistera tant que la demande existera, pénaliser les clients ne fait que déplacer la rencontre entre ceux-ci et les personnes prostituées dans des lieux moins sûrs. En remplaçant la pénalisation des clients par le délit de racolage passif, les sénateurEs UMP vont encore plus loin et envoient un signal fort : le problème de la prostitution ne serait pas dû à une demande masculine mais à la présence d'une offre – majoritairement – féminine. Une fois de plus, les violences patriarcales sont mises sur les épaules des femmes. Symboliquement, cela renvoie également à l'image de « la femme » fautive et coupable, dont la seule présence – c'est bien ce que signifie le terme « racolage passif » – tenterait « l'homme » qui, à cause de ses « pulsions sexuelles irrésistibles », ne pourrait que céder à la tentation...

Abolir la prostitution ou dominer les femmes?

En pratique, le délit de racolage passif est également un instrument de domination patriarcale, capitaliste et raciste. Ainsi, cette mesure s'attaque à des femmes pauvres et vise à les maintenir dans cette pauvreté : on les rend toujours plus vulnérables (forcées d'aller dans des lieux toujours plus obscurs), d'autant que l'on déresponsabilise totalement les clients. Ces derniers pourraient d'ailleurs user plus facilement du chantage pour obtenir ce qu'ils souhaitent puisque les prostituées seraient constamment en situation d'illégalité.

Cette mesure est également raciste : les prostituées sans papiers sont dès lors doublement traquées. Enfin, la lutte contre les réseaux de proxénétisme passe au second plan. On ne protège pas les victimes en les réprimant, on les rend toujours plus dépendantes économiquement et matériellement de ceux-ci. Si la faute est portée sur les prostituées, les réseaux organisés sont rendus invisibles. Ainsi, ces mesures capitalistes, racistes et patriarcales ne répondent donc pas à une politique d'abolition de la prostitution. Seules des mesures féministes, anticapitalistes et antiracistes, peuvent mener à celle-ci : lutter pour de meilleures conditions de vie, pour la régularisation des sans-papiers, pour une éducation à la sexualité non sexiste ; protéger et non réprimer les victimes de la prostitution ; s'attaquer aux bases de la prostitution : la précarité, le patriarcat, et l'État capitaliste qui est complice du commerce du sexe et qui en tire profit.

Arya Meroni

Dès l'annonce des résultats, « Vive la gauche » de Benoît Hamon avait publié un communiqué réclamant « un contrat de rassemblement »...

Des critiques sans contenu

« Nous appelons à ce qu'une grande gauche se rassemble sans retard, pour soutenir des politiques nouvelles, [...] sans renoncer et sans se renier », dit « Vive la gauche ». Autant dire, on ne change pas grand chose. Pas plus que Marie-Noëlle Lienemann quand elle accuse : « Manuel continue, indifférent à la défaite. Pourtant, on ne rassemble pas son camp sur une ligne politique qui le fracture ». Le courant « Maintenant la gauche » de Guedj appelle, lui, à un « sursaut » de l'exécutif, du PS et de la gauche. Pour quoi faire ?

Christiane Taubira dénonce les « défaites sémantiques et culturelles terribles » de la gauche, alors que Martine Aubry s'emporterait presque : « Je n'irai pas signer un texte si j'ai des désaccords profonds », sans même dire ce que seraient ces désaccords... Montebourg, devenu vice-président d'Habitat, pronostique : « le Parti socialiste est sur la route du Pasok grec ».

Probablement, car on voit mal comment ce petit monde pourrait réussir à se rassembler comme l'y invite Valls pour poursuivre une politique qui accentue chaque jour sa rupture avec les classes populaires et prépare de nouvelles défaites électorales.

Les rendez-vous de Cambadélis

Cambadélis est dans son élément pour tenter de rassembler tout le monde, dans le PS et hors du PS, pour soutenir le gouvernement, en vue des élections régionales, jouant des ambitions et des appétits rivaux. « J'appelle les formations de gauche au dialogue, à la mise à plat des divergences, à la construction

PS ET GOUVERNEMENT

Lendemain de défaite, manoeuvres et tractations...

La déroute du Parti socialiste aux élections départementales a encouragé les velléités des « frondeurs », de Taubira à Martine Aubry sans oublier Montebourg, qui contestent en parole la politique de Valls et Hollande. Des luttes d'ambitions et d'influences dont les enjeux sont la préparation du congrès du PS en juin et les élections régionales de décembre.

LES VERTS BIENTÔT AU GOUVERNEMENT VALLS

d'une alliance de gauche et des écologistes pour les prochaines élections », a-t-il lancé. Au sein du PS, tout le monde se prétend pour le rassemblement de la gauche... tout en prenant ses distances vis-à-vis du gouvernement, mais sans avoir d'autre politique que lui.

À l'extérieur, seule une partie d'EÉLV s'empresse, et le PCF prend son temps avant de répondre ou pas aux avances du PS, même si pour les départementales, il s'est bien souvent allié avec lui. Le PG n'est pas intéressé, pas plus qu'il

ne semble intéresser Cambadélis. Ce dernier n'a plus qu'à se féliciter du « dialogue renoué entre le PS et EÉLV. [...] Des pistes ont été évoquées pour que des unités se construisent ».

L'unité... pour diviser!

Valls est prêt à remanier son gouvernement « s'il y a un pacte » entre le PS et EÉLV, c'est-à-dire « s'ils considèrent que c'est possible de gouverner sur la ligne économique qui est la nôtre, sur les réformes en matière de transition énergétique que nous sommes en train de mener et

sur la lutte contre les inégalités »... « Le logiciel de Manuel Valls est dépassé », lui répond Cécile Duflot, qui a la mémoire courte ou plutôt d'autres ambitions que certains de ses amiEs. Elle vise la présidentielle. Revenir au gouvernement ne peut que la desservir. Emmanuelle Cosse laisse la porte ouverte : « Le rassemblement ça se construit, avec du dialogue mais aussi avec des actes. Il faut un projet pour répondre aux angoisses des Français ». Jean-Vincent Placé, lui, affiche ouvertement ses ambitions ministérielles. Samedi dernier, les Verts « Valls compatibles » se réunissaient en compagnie de Corinne Lepage, Jean-Luc Bennahmias ou encore Antoine Waechter.

« Le lancement d'une écologie clarifiée, ouverte et qui ne se disperse pas. On veut sortir du repli sectaire dans lequel se trouve EÉLV », dit Jean-Vincent Placé... La scission est en route chez les Verts. Valls et Hollande poursuivent la liquidation des forces qui les ont soutenus. Et il n'y aura bientôt plus grand monde pour expliquer qu'il serait possible de changer de politique...

La seule voie, c'est préparer l'affrontement avec ce gouvernement et ses amis qui ont une ambition commune, servir le Medef.

Yvan Lemaître

PRÉSIDENTENCE DES CONSEILS DÉPARTEMENTAUX

Changer un peu... pour que surtout rien ne bouge!

Les quelques changements de ce « troisième tour » des départementales n'ont pas créé de bouleversements profonds...

La fin de certains règnes a été largement commentée, notamment celui du clan Baylet dans le Tarn-et-Garonne – 40 ans de présidence familiale! – ou encore celui de la clique Guérini dans les Bouches-du-Rhône.

Question scandale, c'est sans doute Georges Tron qui remporte la palme : alors qu'il risquait d'être renvoyé aux assises pour viol (ce qui est depuis fait...), il a défendu le plus longtemps possible, y compris contre son camp, sa propre candidature. Dans un contexte où la justice condamne n'importe quel jeune, n'importe quel militantE, tout en lui promettant un avenir compliqué, un tel cynisme en dit long sur l'arrogance des barons hors-la-loi qui prétendent s'intéresser aux politiques publiques!



Visiblement les conseils départementaux ne sont pas concernés... PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Le F-haine, ça pèse...

Sur le fond, et pour l'essentiel, c'est le FN dans plusieurs départements qui fait les rois : là où il a maintenu sa candidature, dans le Gard et le Pas-de-Calais par exemple, si le PS emporte la présidence, c'est grâce au désistement de la droite. Cela souligne à la fois la « non-incompatibilité » des idées entre la gauche libérale et la droite, l'utilité pour eux du « front républicain », et la place politique que prend peu à peu le

FN. Y compris dans les élections des présidents, il impose le tripartisme. Dans plusieurs autres départements, le nombre de ses conseillers va peser sur les multiples décisions qui touchent souvent les populations les moins favorisées, autour de l'aide sociale ou de l'aide aux mineurs étrangers par exemple. La porosité des idées d'une partie de la droite avec ses propres propositions risquent de peser lourd. Sans responsabilité exécutive, mais fort de ses

élus-militants, nul doute que sa stratégie d'implantation sur l'ensemble des territoires peut réussir.

Où sont les femmes?

Si les présidents ont été partiellement renouvelés, 51 nouveaux sur 98 élus, si leur âge moyen a légèrement baissé, pour les femmes, ce « troisième tour » n'était visiblement pas le leur! 8 élues sur 98 présidences renouvelées, soit en tout 10 femmes sur les 101 départements... Les femmes assez égales, assez capables, assez responsables pour être conseillères départementales, mais pas assez pour devenir présidentes?

Après le bluff des binômes homme/femme de l'élection départementale, c'est le retour au sexisme ordinaire dès que les choses redevennent sérieuses. Et si ce qui est sérieux, c'était tout simplement, en plus de la notoriété, la rémunération exorbitante de président, 5 500 euros par mois?

Plus que jamais, nous devons porter l'exigence du scrutin à la proportionnelle intégrale et à toutes les élections, la limitation à deux mandats, le non-cumul, la rétribution des élus au niveau du salaire moyen, le droit de vote et d'être élu pour tous les étrangerEs, ce qui permettrait d'avoir des assemblées plus représentatives de l'ensemble de la population.

Les droits à l'égalité ne sont jamais donnés, ils s'arrachent par l'ampleur de nos solidarités et de nos luttes. **Roseline Vachetta**

IRAN Un accord sous haute tension

Après 12 années de crises et de tensions autour du programme nucléaire de la République islamique d'Iran, les États-Unis et les grandes puissances ont signé un accord tout autant historique que prévisible avec la «mollaharchie».

L'accord de Lausanne devra être confirmé d'ici le 30 juin prochain dans le cadre de négociations autour des annexes techniques. Historique il l'est, car il aura fallu plus de 36 ans pour que l'administration étatsunienne cherche à intégrer la République islamique d'Iran à son dispositif.

Condamnés à s'entendre...

Depuis la révolution de 1979, l'impérialisme étatsunien s'était évertué à isoler le régime théocratique de Téhéran, ce qui a bénéficié à la théocratie saoudienne et aux monarchies du Golfe. Contrairement à ce qu'une certaine gauche a véhiculé durant toutes ces années, la République islamique d'Iran n'a jamais voulu rompre avec les grandes puissances et encore moins tenir un positionnement anti-impérialiste. Ce sont les grandes puissances occidentales qui n'ont jamais accepté le renversement du Shah et ont mis au ban de la «communauté internationale» la «mollaharchie».

La dictature de Téhéran doit son changement de statut au chaos régional, conséquence des interventions impérialistes qui ont déstabilisé la région, de l'offensive néolibérale des dernières décennies, de la corruption des élites dirigeantes, du caractère dictatorial des États de la région et des soulèvements populaires au Maghreb et au Moyen-Orient. Cet accord était prévisible car le processus de rapprochement entre Téhéran et Washington a débuté en 2001 en Afghanistan, puis en Irak où les deux États se sont trouvés des intérêts communs. La décomposition



À Lausanne les puissances paradent, l'accord est signé... DR

des États irakien et yéménite, la perte de contrôle du régime d'Assad sur une grande partie du territoire syrien, et la montée en puissance de Daesh ont accéléré les dynamiques de la crise régionale.

Dans ce contexte, la «mollaharchie» fait figure de puissance montante et la Maison Blanche procède à un rééquilibrage de ces alliances. La République islamique d'Iran porte à bout de bras le régime sanguinaire d'Assad, intervient ouvertement en Irak contre l'État islamique et ce avec la bénédiction de Washington, pèse sur la situation yéménite, soutient les minorités chiites du Golfe et influence le jeu politique afghan.

Le compromis entre la «mollaharchie» et l'impérialisme étatsunien est bien une volonté commune aux deux États. D'ailleurs, les négociations avec la Maison Blanche ont débuté dans le plus grand secret quelques mois avant l'accession à la présidence de Hassan Rohani. Or, cela ne pouvait se faire sans l'aval du

Guide Khameneï et de la direction des Gardiens de la Révolution. Ni les fortes réticences émises par la France qui, par la voix de Laurent Fabius, s'est faite l'avocat des intérêts de Riyad et de Tel Aviv, ni le discours de Netanyahu devant le Congrès étatsunien, ni l'opération militaire saoudienne au Yémen n'ont empêché Washington et Téhéran d'aboutir à l'accord de Lausanne.

... dans un chaos régional

Le contexte régional chaotique qui met en difficulté la Maison Blanche et la situation sociale et économique catastrophique en Iran ont été plus forts. La corruption au plus haut sommet de la «mollaharchie» et le caractère dictatorial de celle-ci, combinés aux sanctions internationales et à la chute vertigineuse des prix du pétrole ont accentué le fossé entre la population et le régime.

Khameneï et Rohani veulent obtenir la levée des sanctions pour regagner des marges de redistribution clientéliste et

redonner de l'air au régime. Ils veulent d'autre part ouvrir l'économie aux multinationales friandes d'accéder au marché iranien.

Pour Washington, le chaos régional et l'échec de toutes ses interventions impérialistes passées poussent à un «rééquilibrage» des alliances. Cela soulève l'ire de l'État d'Israël et de la monarchie saoudienne dont le soutien aux divers courants réactionnaires de l'islam politique a contribué à favoriser les guerres et la montée de Daesh. Comme en témoigne l'intervention militaire saoudienne et de ses alliés au Yémen, Riyad et Téhéran se livrent une guerre indirecte et par forces interposées.

De plus en plus chaude, cette confrontation régionale accroît les logiques d'affrontements inter-religieux alors que ce sont bien des intérêts capitalistiques et d'États qui se cachent derrière. Bien entendu, les formes que prennent ces affrontements et leurs violences sectaires s'enracinent dans les réalités politiques, sociales et économiques délabrées de la région. Elle s'appuie sur le vide laissé par les défaites des mouvements nationalistes arabes et de la gauche révolutionnaire.

Au Moyen-Orient comme dans tout le monde arabe, les peuples s'affrontent aux forces contre-révolutionnaires que sont les États, les courants de l'islam politique et les puissances impérialistes. La situation exige la réactivation à l'échelle internationale d'un camp anti-impérialiste, socialiste et laïque, développant une solidarité concrète avec les forces progressistes en lutte contre les barbaries, pour la démocratie et la justice sociale.

Babak Kia

Le monde en bref

USA La vie de Mumia Abu-Jamal à nouveau en danger! Détenu depuis 1981 dans une prison de haute sécurité de Pennsylvanie, ayant passé trente années dans le couloir de la mort avant de voir commuer sa peine de mort en prison à vie suite à une puissante campagne de solidarité internationale, Mumia continue à faire l'objet d'un acharnement sordide des autorités judiciaires. Le spectre d'une fin effroyable par exécution a laissé place à un effroi sans fin, sur lequel aucune décision judiciaire ne saurait maintenant revenir. Affaibli par de longues années de détention, Mumia a perdu 40 kilos depuis le début de l'année et se voit dépossédé de son droit élémentaire minimum à la santé. Atteint de diabète aigu, il ne fait l'objet d'aucun soin ou traitement sérieux, et a vu son état de santé se détériorer ces derniers jours. Sans que ses proches en soient informés, après avoir été transféré en catimini à l'infirmerie de la prison, puis à l'hôpital, il aura dû attendre une semaine avant de rencontrer sa famille au parloir (suspendu sans explication), très affaibli et se déplaçant dans un fauteuil roulant. Au cours d'une conférence de presse tenue sur le parking de la prison, son comité de soutien a dénoncé «une tentative d'exécution de Mumia



par négligence médicale» et a affirmé que «les soins médicaux restaient l'urgence immédiate». Le comité a également remercié au nom de Mumia, très touché par l'attention et la mobilisation dont il est l'objet, celles

et ceux qui sont intervenus auprès des autorités étatsuniennes pour exiger que notre camarade puisse être pris en charge par des médecins compétents et indépendants.

Si l'objectif de la campagne internationale reste avant tout la libération de Mumia, les revendications immédiates pour qu'il soit traité dignement sur le plan médical sont d'une extrême urgence. En France, nous vous invitons à intervenir (et à ré-intervenir) auprès de l'ambassadrice des États-Unis à Paris, SE Madame Jane D. Hartley par téléphone au 01 43 12 22 22, par fax au 01 42 66 97 83 et par mail: ParisNIV@state.gov

TUNISIE Questions sur le Forum social mondial

Plus encore que les précédentes éditions, le Forum social mondial (FSM) qui s'est tenu fin mars à Tunis laisse un bilan mitigé...

Le FSM, ce sont des dizaines de milliers de participantEs, trois sessions de 80 ateliers chaque jour sur tous les thèmes qui préoccupent les mouvements sociaux du monde entier et s'appuient souvent sur des luttes déterminées, se centralisant sur une dizaine d'assemblées thématiques en fin de parcours. Mais de nombreux participantEs s'interrogent sur la dynamique trop limitée qui en résulte.

Le FSM est incontestablement le lieu d'échanges et de coordination internationaliste majeur de tous les types d'associations de transformation sociale et écologique. Dans son édition 2015 comme pour la précédente, il a aussi servi de bol d'air à la jeunesse tunisienne, très présente à l'Université El-Manar où se déroulait le forum... Beaucoup moins dans la marche d'ouverture qui, vu les circonstances, s'est affirmée contre le terrorisme (sous une pluie battante), comme dans la marche de clôture centrée sur la solidarité avec le peuple palestinien.

Bannir les représentants de régimes étatiques

Les thèmes environnementaux, des migrations et réfugiés sont toujours plus présents. La lutte contre l'exploitation du gaz de schiste, qui constitue actuellement un enjeu lourd en



Éric Toussaint du CADTM et Fathi Chamkhi, député du Front populaire, lors d'un forum. DR

Algérie et en Tunisie, a trouvé de nombreuses expressions dans le cadre de ce forum. Mais plusieurs ateliers consacrés à ce sujet ont été émaillés par des incidents, provoqués notamment par des éléments pro-régime algériens venus perturber les débats en présence du Comité populaire de lutte contre le gaz de schiste, venu aussi d'Algérie.

Comme lors des FSM de 2007 à Bamako et de 2011 à Dakar, des tensions ont aussi eu lieu entre éléments pro-régime marocains et partisanEs de l'autodétermination du peuple sahraoui. Des forces pro-régime marocaines avaient même proposé

plusieurs ateliers dans le cadre des débats du FSM, pour accuser le Polisario (mouvement de libération du peuple sahraoui) de recruter de force ses partisans ou de commettre des «crimes» dans les camps de réfugiés sous son contrôle. Il serait enfin temps de bannir les représentants de régimes étatiques, de surcroît dictatoriaux, du cadre du FSM. Cela vaut aussi pour les partisans du régime iranien, qui se dissimulent derrière une prétendue «solidarité avec Gaza» pour vanter ouvertement les capacités militaires de la dictature iranienne («Tel Aviv bientôt à sept minutes de nos missiles»...).

Changer le rapport de forces international

Un des axes forts était la coordination de la lutte sociale dans les centres d'appel et autres entreprises sous-traitantes de firmes européennes, implantées en Tunisie et au Maroc. Comme en 2013, les syndicats français SUD et CGT étaient fortement présents sur cette thématique.

Le peuple grec, avec l'étranglement par le mécanisme de la dette qu'il subit de la part des institutions européennes, était présent dans de nombreux ateliers, le lien étant systématiquement fait avec la situation du peuple tunisien.

Cette préoccupation d'une contre-attaque populaire pour changer le rapport de forces était aussi au cœur de la rencontre parlementaire qui a eu lieu le jeudi 26 mars, et de la rencontre des partis progressistes et écologistes appelée le dimanche 29 par le Front populaire tunisien, deux événements en marge du FSM.

Des rendez-vous ont été pris pour élever le niveau des luttes nécessaires, en Grèce en juin contre la dette, à Paris en décembre contre le réchauffement climatique, et en Italie contre la répression des migrants à une date qu'il reste à définir. Et le prochain FSM se déroulera en août 2016 au Québec.

De Tunis, Jacques Babel et Bertold du Ryon

Syrie Le camp de Yarmouk, entre dictature sanglante et barbarie

18 000 réfugiés Palestiniens sont pris au piège dans le camp de Yarmouk, dans la banlieue sud de Damas, entre les troupes d'Assad et Daesh, l'État islamique, appuyé par le Front al-Nosra, l'organisation d'Al-Qaïda en Syrie. Après avoir été bombardé en 2012, le camp est assiégé depuis par l'armée syrienne, condamnant des milliers de réfugiés à survivre dans le dénuement le plus complet, victimes de pénurie de nourriture, d'eau et de médicaments. Des milliers de Palestiniens, sur les 160 000 que comptait le camp au début de la guerre civile, ont déjà été contraints de fuir. L'État islamique a déclenché une attaque pour s'assurer le contrôle ou détruire le camp, obstacle sur sa folle offensive meurtrière pour conquérir le territoire. Après deux ans de famine et de combats, les réfugiés palestiniens ont subi les actes barbares des djihadistes qui ont pénétré dans le camp et en occupent maintenant la quasi-totalité. 2500 réfugiés, sur les 18 000 restantEs, ont pu fuir et ont été dispatchés dans plusieurs localités de la banlieue de Damas sous le contrôle de la dictature syrienne dont dépend maintenant l'évacuation du camp.

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a lancé un appel pour éviter que le camp ne devienne un champ de bataille entre les forces de la dictature et les terroristes de Daesh. Elle demande que la Syrie «éloigne les civils via des couloirs sécurisés» et autorise «l'entrée immédiate d'une aide humanitaire et médicale d'urgence». Sans grand espoir. Une fois de plus, le peuple palestinien paye dans sa chair les conséquences sanglantes du chaos engendré par la politique des grandes puissances et de leur allié Israël.

Menaces sur la sécurité alimentaire

D'après l'organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), plus de 800 millions de personnes souffraient encore de la faim entre 2012 et 2014 (65 % sur le continent asiatique, 28 % sur le continent africain).

Ces mêmes populations, soumises aux conséquences dramatiques du réchauffement climatique, voient leur insécurité alimentaire s'aggraver : disponibilité de l'alimentation, accès à cette dernière, son utilisation et enfin sa stabilité.

« La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active » (sommet mondial de l'alimentation en 1996).

Les conséquences du réchauffement climatique (températures, instabilité pluviométrique, fréquence et gravité des événements extrêmes, hausse du niveau des océans, fonte des glaciers, etc.) menacent directement la disponibilité alimentaire :

- dégradation des sols : sécheresses, inondations, salinisation, contamination et épuisement ;
- baisse de production et de rendement : dans les trois dernières décennies, les productions de blé et de maïs auraient été inférieures respectivement de 3,8% et 5,5% à ce qu'elles auraient dû être sans le réchauffement climatique ;
- déplacement du poisson, ressource vitale pour environ 3 milliards de personnes, vers les pôles



en raison du réchauffement des océans.

La production et la distribution (stockage et acheminement) perturbées par les sécheresses, inondations, destruction des infrastructures provoquent pénuries, déplacements de populations et envolées des prix alimentaires.

Vers de graves crises alimentaires ?

Un deuxième facteur d'insécurité est la possibilité d'accès à l'alimentation, qui s'aggraverait dans les années à venir avec la crise climatique. D'après Oxfam, la demande alimentaire risque d'augmenter de 70% d'ici à 2050, et les prix alimentaires pourraient plus que doubler d'ici à 2030 : des denrées alimentaires de base comme le riz, le blé ou le maïs pourraient ainsi voir leur prix augmenter respectivement de 107%, 120% et 177%. Cette hausse des prix alimentaires touche plus sévèrement les ménages les plus pauvres des pays du sud, qui peuvent consacrer jusqu'à 75% de leur budget à l'alimentation, alors que les

ménages des pays développés n'y consacrent en moyenne que 10 à 20% de leurs revenus...

La spéculation sur les matières premières agricoles, l'accaparement des terres, la promotion des agrocarburants conjugués aux manques d'investissement structurels dans les agricultures paysannes ne feront que pousser des centaines de millions de personnes dans la pauvreté absolue, en particulier les femmes et les habitants des villes surpeuplées. Ajoutée à l'extension de certaines maladies et à l'insuffisance d'accès à l'eau potable, l'insécurité, c'est aussi la pollution des ressources hydriques qui réside aussi dans l'utilisation de la nourriture : menaces sur la qualité, la valeur nutritionnelle, les contaminations par des mycotoxines, attaques d'insectes ravageurs...

Sans une garantie de stabilité qui ne peut être assurée que par la souveraineté alimentaire, de graves crises alimentaires sont à prévoir, avec bien entendu leurs lots de réfugiés climatiques et de conflits armés.

Les océans menacés !

Le CO₂ ne menace pas seulement le climat, il dégrade aussi les océans menacés par les activités humaines qui s'ajoutent au dérèglement climatique : surexploitation, pollutions de toutes sortes (chimique, plastiques...), extraction de sable, forages pétroliers, pêche profonde, destruction des mangroves (écosystème de marais maritime) pour installer des élevages de crevettes, etc.

Une des nombreuses conséquences de l'augmentation des gaz à effet de serre (GES) est l'acidification des océans. Les deux coupables sont le dioxyde de carbone et l'azote d'origine humaine (engrais azotés, moteurs). L'acidité des océans a déjà augmenté de 30% depuis le début de la révolution industrielle. Et les experts prévoient son doublement d'ici la fin du siècle ! Ajoutée à l'augmentation des températures des océans (plus lente que dans l'atmosphère du fait de l'inertie des océans) mais tout aussi réelle, les conséquences sont catastrophiques pour la vie marine et par conséquent pour la pêche.

Une ressource essentielle en danger

Les coraux sont une espèce fondatrice primordiale pour de nombreuses espèces. Leur disparition entraînerait une cascade d'extinctions par perte d'habitat ou de zone de reproduction. Les coquilles des huîtres ou des moules les rendent vulnérables à l'acidification. Outre leur intérêt alimentaire ces espèces jouent aussi un rôle filtreur essentiel, c'est donc la qualité de l'eau qui est menacée.

Le zooplancton est lui menacé par l'acidification, sur les petits crustacés par exemple, mais aussi par le réchauffement. Les zooplanctons d'eau froide sont remplacés par ceux d'eau chaude, dont la masse est beaucoup moins importante.

Les zooplanctons sont en bas de la chaîne alimentaire marine, juste au-dessus des phytoplanctons dont ils se nourrissent. Leur réduction a plusieurs conséquences : la prolifération des phytoplanctons non mangés peut conduire à leur mort par manque d'oxygène, et le rejet de méthane, un GES. Évidemment, tous les êtres marins qui se nourrissent de zooplanctons sont affectés, jusqu'aux grands prédateurs marins.

C'est donc la ressource halieutique qui est aujourd'hui menacée : une ressource essentielle à la vie de nombreuses populations des régions côtières, ainsi qu'aux 25 millions de pêcheurs et aux 100 millions de familles liées à la pêche artisanale.



L'agriculture au cœur du réchauffement climatique

L'agriculture est à la fois victime et responsable du changement climatique. Mais les principales victimes ne sont pas les coupables et inversement...

Du côté des victimes, parler d'agriculture, c'est parler du travail et des moyens de subsistance des paysans et paysannes ; c'est parler de sécurité et de souveraineté alimentaire pour l'immense majorité de la population.

Du côté des coupables, c'est parler agro-industrie, firmes semencières, industrie chimique ; c'est parler profit, concurrence et spéculation (dernière en date, le beurre), TAFTA et grands projets inutiles ; c'est aussi parler des politiques des gouvernements obsédés par la libéralisation et la levée de toute limite aux droits de polluer (comme le récent recul sur la directive nitrates), d'épuiser la terre et de breveter le vivant, de supprimer toute régulation, avec par exemple les quotas laitiers, et laisser une totale liberté au marché... Par sa capacité de stockage du carbone, la capacité de l'agriculture de lutter contre le réchauffement climatique n'a pas échappé aux capitalistes qui voudraient bien pouvoir mettre un prix à ces puits de carbone, pour pouvoir en profiter comme ils l'ont fait avec le marché du carbone... Il faut les combattre, eux et leur « agriculture intelligente face au climat ». Leur but est de sauvegarder une industrie mortifère tout en s'accaparant des fonds destinés à lutter contre le réchauffement climatique. Quitte à éliminer au passage les paysans !

Dossier réalisé par la Commission nationale écologie du NPA

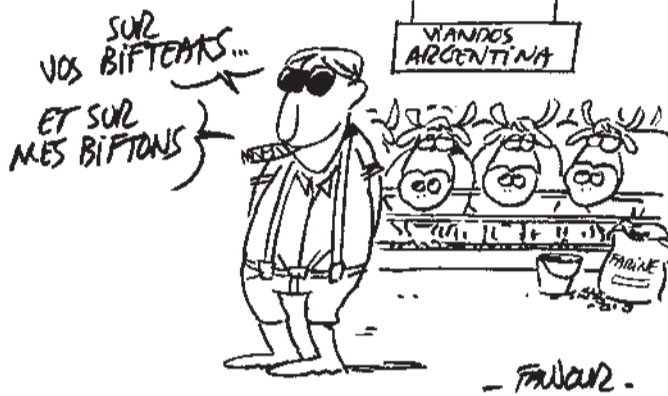
L'agriculture industrielle, principale responsable

L'agriculture industrielle et l'élevage concentrationnaire sont responsables de quasiment la moitié des gaz à effet de serre (GES). Ces deux pans de l'agro-industrie ne peuvent pas être dissociés car la plus grande partie des grandes cultures est destinée à l'alimentation animale.

L'agriculture industrielle repose sur l'utilisation d'intrants issus de la chimie, dont la fabrication nécessite de grandes quantités d'énergie. L'azote est le premier composant de l'atmosphère terrestre (4/5). Les plantes n'y ont pas accès directement à part les légumineuses qui utilisent des bactéries, les rhizobiums, avec qui elles vivent en symbiose. Quand ces plantes meurent, l'azote qu'elles ont stocké est mis à la disposition des autres plantes. Pour le phosphore, ce sont des symbioses mycorhiziques qui permettent aux plantes d'y accéder. Les engrais chimiques fournissent aux plantes ce qu'elles savent pourtant se procurer naturellement. Cela pour le plus grand profit des pétroliers et des chimistes... L'utilisation d'engrais azotés et leur dénitrification dans les champs donne lieu à des émanations de protoxyde d'azote N₂O, un gaz à effet de serre 290 fois plus puissant que le dioxyde de carbone... et le premier contributeur agricole aux GES en France.

Les cultures industrielles accaparent toujours plus de terres arables. Dans les pays du sud, elles sont la cause principale de déforestation, que ce soit pour les palmiers à huile comme en Malaisie ou en

FIGIÈRE VIANDE : BIENTÔT ZÉRO TRACABILITÉ



Indonésie, ou pour la culture de soja au Brésil. Ces cultures sont destinées à l'alimentation animale, aux agro-carburants et à l'industrie agro-alimentaire.

La spécialisation des cultures en grandes zones géographiques est source de transports à l'échelle mondiale (soja en Amérique du Sud, maïs aux États-Unis, etc.). Mais l'industrialisation touche aussi les fruits et légumes qui, pour être disponibles toute l'année, sont produits soit dans l'autre hémisphère, soit sous serres chauffées. Le marketing et l'effet de mode jouent aussi un rôle non négligeable sur

l'approvisionnement en produits exotiques censés être indispensables à notre santé!

Industriel, de mauvaise qualité, nuisible...

L'élevage industriel est intimement lié à ce type d'agriculture. Pour maximiser les profits, la croissance des animaux doit être accélérée au maximum : ainsi, un poulet bio à l'« ancienne » est abattu à 120 jours, un poulet fermier à 80 et un poulet industriel à 37! Un porc noir gascon élevé en plein air vivra au moins deux fois plus longtemps qu'un porc rose en stabulation.

Pour arriver à cet exploit, les élevages industriels gavent leurs animaux aux antibiotiques et leur donnent une alimentation extrêmement riche. Interdits de pâturage, les ruminants sont ainsi transformés en granivores : au menu, maïs et soja OGM, y compris en France, où la culture et la vente pour la consommation humaine de soja OGM sont interdites... mais où son usage pour l'alimentation des animaux que nous consommons est autorisé (à l'exception de la viande bio). L'enfermement des animaux est aussi source de dépense énergétique : chauffage, ventilation, éclairage.

L'agro-industrie pousse à la consommation de viande de mauvaise qualité à des niveaux nuisibles pour notre santé. Il est clair qu'un régime moins carné permettrait de réduire nos émissions de carbone. Mais contrairement à ce qui est souvent dit, le problème ne vient pas des pets ou des rots du bétail mais bien du type d'élevage. Des vaches qui paissent sur une prairie naturelle ne rejettent que le carbone constitutif du fourrage et que les plantes ont pris dans l'air grâce à la photosynthèse, le bilan est donc neutre. Ce sont bien les cultures fourragères industrielles qui sont émettrices de GES.

Les transports : c'est comment qu'on freine?

Pour rester dans la course au profit, la stratégie du capitalisme du 21^e siècle implique des véhicules constamment en mouvement, dont les cargaisons peuvent être achetées et vendues plusieurs fois au cours d'un trajet...

C'est le règne du tout-camion avec les méthodes « modernes » de gestion « zéro stock », « flux tendu » ou « juste à temps », qui conduisent à multiplier les transports afin de suivre au plus près l'utilisation des marchandises.

Les économies de gestion des stocks découlent ainsi de la circulation d'un flux ininterrompu de véritables « stocks roulants ». Or, avec la même consommation d'énergie, la tonne de fret parcourt 5 fois plus de distance par cabotage maritime, 4 fois plus par train entier, 2 fois plus par voie fluviale, que par camions. Mais ces types de transports sont torpillés par les capitalistes qui préfèrent les « travailleurs esclaves », les « forçats de la route », les routiers.

Relocaliser la production agricole

Le commerce des denrées alimentaires n'échappe pas à la règle. Il est le résultat d'une division du travail qui s'opère à l'échelle du monde. Produire du mouton

en Nouvelle-Zélande, du bœuf en Argentine, des porcs en Bretagne, des tomates en Espagne, stimule l'hyper développement des transports, en particulier par camions, qui contribue grandement aux émissions de gaz à effet de serre : le transport représente 27,8 % des émissions nationales, le transport routier est responsable de 92%...

C'est pour cela que la localisation des productions est primordiale. Cela éviterait que différents ingrédients parcourent 3500 km avant d'être réunis dans un pot de yaourt aux fraises! Ou que des crevettes danoises, acheminées jusqu'au Maroc pour y être décortiquées, repartent ensuite au Danemark vers leurs lieux de commercialisation!

L'aberrante inventivité destructrice des capitalistes n'a pas de limites. Il faut développer l'agriculture vivrière. Celle-ci doit permettre aux populations de se nourrir par elles-mêmes avec les productions locales, de saison. C'est la condition pour sauver le climat... et nous sauver avec!

L'e Forum international sur l'agroécologie, qui a eu lieu en février dernier au Mali, a réuni des centaines de paysans du monde entier. Ces femmes et ces hommes produisent 70 % des aliments consommés sur Terre car, contrairement aux mensonges de l'agro-industrie, ce sont bien les petits paysans qui nourrissent le plus de monde à l'échelle de la planète.

Leur agroécologie n'est pas un ensemble de techniques ou de technologies, mais vise à atteindre la souveraineté alimentaire tout en préservant l'homme et son environnement, la nature. Cette agroécologie est incompatible avec l'agro-industrie. En effet les paysans doivent pouvoir utiliser et partager leurs semences, utiliser des races d'animaux locales et adaptées, et leur accès à la terre doit être garanti. C'est une agriculture locale dont les buts ne sont ni les exportations ni la spéculation.

La préservation de l'environnement implique de ne pas utiliser d'intrants chimiques et de préserver la biodiversité, meilleur rempart contre les maladies et les ravageurs. Mais le concept va beaucoup plus loin que celui d'agriculture bio. Des hectares de serres de légumes bio ne peuvent en aucun cas être définis comme étant agroécologiques, pas plus que des productions ou des élevages qui reposent sur le travail d'ouvriers agricoles dont le statut est proche de l'esclavage.

Rendre sa vie aux sols

Il n'y a pas une agroécologie qui viendrait d'en haut, mais des

L'agroécologie : lutter contre le réchauffement

On connaît la capacité du capitalisme à s'emparer des concepts qui lui sont pourtant les plus étrangers. C'est le cas de l'« agroécologie » : les militantEs de Via Campesina n'en ont pas du tout la même définition que Stéphane Le Foll, le ministre de l'Agriculture, qui utilise le terme à toutes les sauces, chimiques et industrielles...

agroécologies qui varient en fonction des territoires, des cultures, des modes de vie. Cela n'exclut absolument pas la recherche, mais une recherche initiée par les paysans et à laquelle ils participent pleinement.

Le passage de l'agro-industrie vers l'agroécologie aurait des implications immédiates sur l'environnement, puisque toutes les pollutions cesseraient immédiatement. L'agriculture cesserait entre autres de contribuer aux GES, ce qui serait déjà énorme...

Mais en plus l'agroécologie a pour but de créer des systèmes agricoles réellement durables. Depuis l'avènement des tracteurs et des intrants chimiques, l'état des terres arables s'est considérablement dégradé, au point que certaines terres sont considérées comme quasi mortes. Elles ne sont plus qu'un substrat minéral et seul un apport massif d'intrants permet aujourd'hui qu'elles soient cultivées.

AGRICULTEUR PRODUCTIVISTE ÉCOLO...



L'agroécologie vise à rendre sa vie au sol et donc à faire remonter le taux d'humus (qui a baissé d'environ 75% en 50 ans). Or l'humus, c'est la vie, et donc du carbone. Les sols renferment deux fois plus de carbone que l'atmosphère. Ils pourraient facilement stocker le

carbone émis annuellement mais aussi absorber une partie du carbone déjà émis. Pour cela, les techniques sont connues : limitation du travail du sol, couverts végétaux, intercultures, mais aussi réintroduction des arbres au sein des cultures (agroforesterie).

La place des femmes dans l'agriculture des suds

Au croisement de l'écologie et du féminisme... L'écocapitalisme associant aux préoccupations environnementales les préoccupations sociales, nous ne pouvons faire abstraction de l'importante majorité de femmes qui travaillent la terre dans les suds.

Il est donc primordial de considérer l'impact du patriarcat quand nous nous intéressons à l'agriculture paysanne et traditionnelle. Dans ce cadre, l'écocapitalisme a apporté de nombreuses clés de lectures, en tombant malheureusement parfois dans le travers de l'essentialisme, considérant que les femmes avaient un lien naturellement privilégié à la terre, pouvant ainsi mieux la « comprendre », voire être plus productives que les hommes...

Or, si ce lien est privilégié, c'est bien parce qu'elles sont plus nombreuses à être en contact avec la terre, ont généralement moins accès aux machines, et travaillent encore largement de manière traditionnelle. Comme le dit Bina Agarwal, une femme citadine n'a pas une meilleure connaissance de l'environnement qu'un homme paysan. Cependant, de fait, elles sont plus à même de savoir que le charbon de bois tiré de tel arbre sera meilleur qu'un autre, ou encore, elles connaissent les

qualités fourragères des différentes feuilles qu'elles récoltent pour les troupeaux.

Des bénéfices captés par les hommes

Portant sur le genre dans la production agricole, le rapport de la FAO de 2008 met en avant le fait que, lorsque les femmes travaillent pour des cultures de rente, les bénéfices sont encore captés par les hommes. Dans une certaine mesure, elles peuvent avoir accès au foncier, mais ne pourront être décisionnaires. Reconnues pour leurs connaissances, elles ne sont pas valorisées matériellement : elles cultivent, mais n'ont pas la main sur les récoltes, ne gèrent pas l'économie, alors qu'elles en sont très souvent à la base. Que ce soit dans le cadre d'une économie familiale ou des multinationales, ce sont très majoritairement les hommes qui sont en haut de la hiérarchie, et les femmes doivent composer avec la faible marge de manœuvre qui leur est laissée.

METAL-TEMPLE (EX-SADEFA FUMEL)

La colère

Après 7 semaines de grève, le bilan n'est pas à la hauteur des attentes des travailleurs et de la population fuméloise. L'usine ne va reprendre son activité (jusqu'à quand ?) qu'avec 43 salariés sur les 136 actuellement.

C'est pas faute d'avoir lutté, mais les pouvoirs publics, le tribunal de commerce, ont tous laissé pourrir la situation. Seuls les travailleurs de Metal-Temple, avec la CGT de l'usine et les militants du NPA, ont tenu le pavé pour maintenir l'emploi et la sauvegarde du bassin fumélois. Ces derniers jours la tension est montée d'un cran, Pozas, le repreneur, et Costes, député-maire de Fumel, alimentant chacun à leur manière des moyens de pression pour tenter de diviser la lutte au sein des travailleurs. Devant l'échec de cette stratégie, Costes a franchi un palier : il se situe maintenant dans le cadre de la calomnie et de la démagogie qui fleure bon l'idéologie brunâtre.



DR

Militants de la CGT, du NPA, et autres grévistes se sont vus traiter, sur FR3 Aquitaine, d'alcooliques, de voleurs et de voyous. Pas moins. Alors que le précédent PDG de l'usine est parti en laissant une ardoise de 23 millions d'euros, ce qu'aucun responsable politique du département n'a cru bon de dénoncer, c'est le monde à l'envers. Exaspéré de constater que la lutte ne faiblissait pas, que l'avenue de l'usine restait dans les mains des travailleurs, et conscient que le ridicule ne tue pas, il a été jusqu'à demander, très Maréchal nous voilà, l'intervention de l'armée. En fait il demandait une intervention musclée pour faire évacuer l'avenue de l'usine alors que cette évacuation avait été antérieurement décidée lors d'une AG à Metal-Temple, espérant sans doute manipuler la population de Fumel en lui faisant croire que son coup de gueule avait déclenché cette décision.

Aujourd'hui, 25 salariés ont repris le travail en ce début d'après-midi, la grève a donc cessé mais pas la lutte. Si l'avenue est de nouveau libre à la circulation, le combat pour les indemnités de licenciement continue car on est loin des revendications syndicales concernant les 93 salariés qui perdent leur emploi, notamment sur l'amiante et sur les jeunes qui sont entrés récemment dans la boîte. L'équipe CGT est prête à maintenir la pression jusqu'à obtention d'une amélioration sensible du plan social, le NPA continuera de soutenir ce combat.

Correspondant

Comment s'est passée la préparation de cette journée du 9 avril dans ce secteur particulièrement mobilisé ?

K.G. : Le CLIC-P¹ tente d'élargir la mobilisation dans le commerce à l'occasion de la manifestation du 9 avril, en diffusant un tract spécifique aux salariéEs concernés par les futures « zones touristiques internationales » (ZTI) donc par le travail de nuit (entre 21 heures et minuit). Cet aspect-là du projet Macron a été relativement négligé par les médias et peu de salariéEs réalisent qu'ils sont immédiatement concernés. C'est sur ce terrain que nous voulons agir, le soudain ralliement des fédérations à l'action intersyndicale ne devant pas avoir beaucoup d'impact, vu les faibles capacités de mobilisation de celles-ci.

L.D. : La nouveauté, c'est l'appel interfédéral CGT-FO-SUD pour cette journée et le travail respectif mené par ces organisations qui vont permettre de mobiliser en dehors de Paris, là où le CLIC-P fait déjà le boulot avec le résultat qu'on sait. Il y a aussi des appels d'entreprises comme à la Fnac avec la CGT, FO et SUD où le patron joue la provocation en demandant à pouvoir ouvrir tout son parc de magasins chaque dimanche...

L'accueil des salariéEs dans les boîtes, les futures ZTI délimitées par Macron et les gares, promises aussi à l'ouverture, est excellent, et laisse présager un haut niveau de participation.

Quelles suites envisagées pour la mobilisation, dans votre secteur et plus globalement ?

K.G. : Le nombre de manifestantEs dans la rue le 9 avril sera déterminant pour la suite... Les délais prévus pour l'examen du projet de loi Macron (un mois devant le Sénat, puis passage devant une commission mixte paritaire puis retour très probable à l'Assemblée) nous laissent largement le temps de construire un « après 9 avril ».

Cependant, la mobilisation dans le commerce n'augmentera que si la mobilisation interprofessionnelle prend une dimension très large : malgré de très nombreuses



Karl Ghazi au micro lors de la manifestation intersyndicale du 26 janvier. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

grèves victorieuses conduites par la CGT Commerce sur Paris ces derniers mois (hôtels Hyatt, Royal Monceau, tour Eiffel, etc.), nous avons atteint en novembre et décembre un palier. Pour le dépasser, il faudra un effet d'entraînement de l'ensemble des secteurs professionnels pour combattre la politique d'austérité et plus particulièrement la loi Macron.

L.D. : Cette journée tombe à pic car, à l'occasion des NAO, les salariéEs se mobilisent peu ou prou chez Carrefour, la Fnac, Sephora, etc., mais aussi pour la défense de l'emploi aux Galeries Lafayette, qui supprime 500 postes en fermant des magasins et des services tout en promettant des embauches suite à l'ouverture dominicale, ou dans le groupe



Laurent Degoussée au meeting de Macron jeudi 19 mars à Fresnes... DR

Vivarte où 1900 emplois sur 10 000 sont menacés.

Il faut s'appuyer sur cette conflictualité pour continuer à exiger le retrait de la loi Macron qui ne sera pas adoptée avant juin prochain, ce qui implique de nouvelles initiatives de la part du CLIC-P comme des fédérations d'ici cette date.

Après le 9 avril, l'intersyndicale

nationale doit appeler à des mobilisations qui ne se limitent pas à celle du 1^{er} Mai... Pourquoi pas une manifestation véritablement nationale un week-end sur Paris ?

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

1- Fondé en 2010, le CLIC-P, Comité de liaison intersyndical du commerce de Paris, rassemble les organisations syndicales parisiennes de la CGT, de la CFTD, de SUD et de l'UNSA.

SAMBRE-ET-MEUSE DE FEIGNIES (59)

L'occupation contre la fermeture

Aux cris de « 261 familles dans la misère, on va pas laisser faire ! » et de « On lâche rien ! », plus de 500 manifestantEs ont défilé dans les rues de Maubeuge pour la défense de l'emploi et en soutien aux ouvriers de la fonderie Sambre-et-Meuse.

Cette fonderie située à Feignies est fermée depuis le 18 mars suite à une liquidation judiciaire et depuis, elle est occupée nuit et jour par les ouvriers.

Au vingtième jour d'occupation pour empêcher le déménagement des machines, la rage et la détermination à se battre est toujours intacte. Maubeuge est l'une des villes les plus pauvres de France avec un taux de chômage qui frôle les 16%.

Le mouvement continue L'union locale CGT, l'USTM-CGT et des délégations



À Maubeuge par centaines dans la rue... DR

d'entreprises de la métallurgie du secteur (MCA, Tata Steel, Vallourec, Sevelnord...) étaient présentes ainsi que les organisations politiques (NPA, PCF,

LO) et quelques élus locaux. Devant la permanence du député de la circonscription, le cortège a copieusement conspué le PS (balayé dans

le canton du secteur sur fond d'abstention record), mais aussi le FN qui a fait des scores historiques lors des dernières départementales lorsque la manifestation est passée devant son local.

Conscients qu'ils ne peuvent compter que sur leur lutte, les ouvriers de Sambre-et-Meuse ne comptent pas en rester là, d'autant plus que la seule perspective mise en avant par les pouvoirs publics est celle d'une reprise partielle (par AFR Douai) qui ne concernerait qu'une soixantaine d'emplois. Par ailleurs, ils exigent une prime extra-légale de 20 000 euros pour tous ceux qui perdraient leur emploi. D'autres initiatives sont prévues dans les jours qui viennent.

Correspondant

LOGEMENT

Un campement pour faire appliquer un droit

Depuis le 31 mars, à l'initiative du DAL, un campement s'est installé place de la République à Paris. Des banderoles, des bâches, des tentes, plus d'une centaine de personnes vivent là, jour et nuit, pour exiger le respect du droit au logement, au moment où la fin de la trêve hivernale vient autoriser la reprise des expulsions locatives mais aussi la fermeture des centres d'hébergement d'urgence ouverts pour l'hiver.

Cette action prend à contrepied la ministre du Logement et ses déclarations lénifiantes et ramène sur le devant de la

scène le réel : la pénurie du logement, la violence des expulsions, l'asphyxie du 115 censé répondre à la demande d'un hébergement.

SNCF Plan de licenciement annoncé!

Fin mars, le rapport commandé par la direction de la SNCF afin d'établir un budget prévisionnel jusque 2020, a été présenté au CCE. Dans l'air du temps, c'est un plan d'austérité qu'il préconise: entre 11 000 et 13 000 suppressions de postes (ce qui représente près de 10% des effectifs actuels), ainsi que 4,8 milliards d'effort de productivité...

Après un « tassement » des suppressions de postes entre 2010 et 2015, où « seulement » 4 500 ont disparu, on va retrouver le rythme effréné de la période de 2005 à 2010, où 14 200 emplois avaient été supprimés. La casse du service public et des conditions de travail des cheminots s'accroissent.

Casse du service public et privatisation

En effet, ce rapport anticipe l'ouverture à la concurrence sur le réseau ferré et la suppression des grandes lignes Intercités et TET (trains d'équilibre du territoire) non rentables, au profit de l'autocar, une des conséquences de la loi Macron. Pour faire face aux missions qui ne pourraient plus être assurées, faute d'effectifs suffisants, le recours à la sous-traitance est fortement encouragé.

Alors que les différentes enquêtes sur l'accident meurtrier de Brétigny-sur-Orge de juillet 2013 pointent du doigt un réseau vieillissant, des effectifs insuffisants pour son entretien, et un recours à la concurrence entraînant des dysfonctionnements, la direction veut continuer dans la même voie. Les mêmes causes produiront inévitablement les mêmes effets... De manière moins dangereuse – mais plus quotidienne – les retards et suppressions de trains risquent de continuer de croître.

Les cheminots dans le viseur

Les cheminots ne seront pas en reste. Avec moins d'effectifs, il leur sera demandé d'en faire toujours plus. D'autant qu'il faut mettre en perspective ce rapport avec les négociations qui sont en cours dans le cadre de la convention collective ferroviaire qui devrait remplacer l'actuel règlementation du travail SNCF. Le patronat ferroviaire, direction de la SNCF en tête, souhaite augmenter le temps de travail des cheminots... gratuitement!

Une partie de ces suppressions de postes seront supportés par le non-remplacement d'une bonne partie des départs à la retraite. Si cela ne suffisait pas, le rapport envisage de favoriser la mobilité « choisie », mais il faut plutôt comprendre forcée!

Face à ce plan d'austérité, qui n'est rien d'autre qu'un plan de licenciements, il faudra que les cheminots ripostent, en faisant le lien avec la future convention collective. Avec en première étape de mobilisation le 9 avril.

Matthieu Chapuis



CENTRE HOSPITALIER DE ROUBAIX (59)

Les agents hospitaliers prennent la parole

Jeudi 26 mars, les syndicats CGT et SUD appelaient le personnel du CH de Roubaix à un rassemblement le matin devant les bureaux de la direction à l'occasion de la réunion d'un conseil de surveillance. Environ 150 agents ont répondu à cet appel. Il faut dire que le mécontentement monte...

Dernière mesure d'austérité de la direction: un décompte différent du temps de repas pour le personnel qui travaille en journée. En effet, jusqu'à présent, une demi-heure était décomptée du temps de travail pour le repas du midi. Maintenant, en se servant des pointeuses, la direction veut décompter jusqu'à une heure. En effet, pour elle, se changer au vestiaire, aller d'un autre bâtiment jusqu'au self, faire la queue au self, tout cela c'est du loisir et de la détente!

À cette dernière mesure, qu'elle tente d'appliquer tant bien que mal, s'ajoute un manque de personnel de plus en plus important. La direction envisage aussi de changer le système de roulement, ce qui fait craindre le pire. Et pour mécontenter tout le monde, elle a l'intention



Les personnels débrayent et se font entendre! DR

de supprimer des RTT au personnel de nuit.

Promesses et discours ronflants...

Le rassemblement a commencé dans la bonne humeur car le personnel était content de se retrouver plus nombreux que d'habitude pour faire pression sur la directrice et son staff. Une fois la directrice et le maire de Roubaix (UMP) arrivés sur les lieux, le dialogue-prise de bec a pu commencer dans le hall de l'hôpital. Les représentants

syndicaux ont interpellé la directrice. À leurs voix se sont associées rapidement celles d'autres agents hospitaliers qui ont exprimé bien souvent leur colère par rapport à leurs conditions de travail.

La directrice n'a concédé que des promesses de dialogue, et le maire de Roubaix, en meilleure position pour ménager la chèvre et le chou, a bonimenté le personnel, avec des discours ronflants sur la nécessité du dialogue « autour d'une table »... Beaucoup d'agents hospitaliers sont repartis de cette mobilisation en disant que ce n'était que partie remise. Prochain rendez-vous social: la manif du 9 avril à Paris.

MD

MONTREUIL (93)

Ça coince dans les crèches!



Miriam-Makeba vide, crèche en grève. DR

Cela coince tellement que la crèche Miriam-Makeba est partie en grève lundi 30 mars, et que la question se pose désormais de lancer un mouvement à l'échelle de toute la ville.

Il faut dire que le nombre de places en crèche est loin de répondre à la demande. La ville enregistre 1800 naissances chaque année, 5400 enfants de moins de 3 ans sont susceptibles d'être accueillis en crèche. Or, en 2012, à peine 400 demandes de place étaient satisfaites pour près de 1600 demandes, et la situation ne s'est pas beaucoup améliorée depuis...

Les conditions de travail des personnels s'en ressentent à cause du manque d'effectifs: tout se fait dans l'urgence et la désorganisation, et les heures supplémentaires se multiplient, tandis que le droit à la formation continue reste trop souvent fictif. Les salariéEs des crèches sont surmenés et pas toujours remplacés. Ce désordre pèse sur la qualité de l'accueil des jeunes enfants.

Résister et apprendre des expériences passées

Depuis deux ans, plusieurs grèves ont éclaté. La première, en avril 2013, avait mobilisé l'ensemble des structures de la ville durant deux jours. Mais, par manque d'expérience, les agents ont repris le travail, alors que la municipalité n'avait fait que des promesses, pas toutes honorées depuis. En avril 2014, la crèche Julie-Daubié, particulièrement touchée par la désorganisation, a réussi à déposer un préavis de grève, suivi le premier jour par les plus grosses structures de la ville. Mais seul le personnel de Julie-Daubié avait poursuivi le mouvement durant quatre jours et obtenu en fin de conflit la mise en place de mesures spécifiques: possibilité de fermer des sections en cas de sous-effectif et recrutement immédiat de personnels en intérim. À la rentrée suivante, c'est le nombre d'enfants qui a été réduit, une nouvelle directrice recrutée, et une formatrice-éducatrice du Centre national de la fonction publique territoriale a été missionnée pour identifier les problèmes...

Aujourd'hui, c'est donc au tour de la crèche Miriam-Makeba de se lancer dans la grève. Malheureusement le préavis syndical ne concernait pas les autres structures. Les personnels ont malgré tout diffusé un tract en direction de leurs collègues. Et tout en reprenant le travail, ils ont décidé en AG vendredi 3 avril de déposer un préavis pour toute la ville début mai, une fois passée la période des congés.

Désormais, l'enjeu est de se retrouver le 9 avril, puis de profiter du temps disponible pour organiser sérieusement cette nouvelle grève, en s'y mettant tous ensemble à partir de l'expérience acquise!

Jeanne Boumendil

Parmi les occupantEs de la place, les prioritaires DALO. L'État les a reconnus prioritaires à l'accès au logement... mais il n'arrive pas à respecter sa propre loi, et ce ne sont pas les dernières déclarations de Manuel Valls, qui veut interdire leur logement dans les cités populaires, qui vont arranger les choses...

Il y a aussi des hébergés de l'hiver. Des centres d'hébergement ferment et si la ministre annonce le maintien de 2000 nouvelles places d'accueil, 8 000 vont fermer. Ainsi, le Refuge de Pantin (93) qui a fermé une partie de ses locaux, ou les mobilisations autour des foyers de Lille ou Toulouse. Pour ces derniers, il a fallu que les résidents, soutenus par les associations, refusent de sortir pour que soit pris en compte leur droit à l'hébergement. Sinon c'était la rue.

Il y a aussi des jeunes mineurs étrangers (MIE). Normalement leur hébergement

devrait être assuré de droit par l'ASE, l'aide sociale à l'enfance (voir *L'Anticapitaliste* n°276 et 280), mais ils sont plusieurs dizaines à camper sur la place parce que l'administration ne veut pas les reconnaître comme mineurs et ne leur propose que la rue comme lieu de vie.

Et il y a les expulsés de l'hiver, les squatteurs d'immeubles insalubres pour qui il n'y a jamais de trêve et qu'on jette à la rue sans solution alternative, comme à Boulogne-Billancourt la semaine dernière.

Pendant les promesses, les expulsions continuent...

Les occupants de la place demandent à être reçus par la maire de Paris et par la ministre pour qu'une négociation s'engage. Mais pour le moment, rien ne bouge.

Pourtant Sylvia Pinel la ministre du Logement nous avait gratifiés d'une

déclaration essentielle le 24 mars: « Il ne doit y avoir aucune remise à la rue sans accompagnement et tout doit être fait pour assurer la continuité de la prise en charge des personnes, notamment des familles ». Notons que ce n'est surtout pas un engagement à garantir un toit pour tous les menacés d'expulsion, au mieux un accompagnement, et la petite remarque finale « notamment des familles » annonce de surcroît que les célibataires expulsables vont avoir quelques soucis... On voit donc que les prétentions sont sacrément revues à la baisse: on est bien loin de la promesse de la fin de la « politique de la température » et de la résorption de l'exclusion du logement. Jamais il n'y a eu autant de personnes à la rue, de familles, d'enfants sans solutions, et le nombre d'expulsables depuis le 1^{er} avril n'a jamais été aussi élevé. Plus de 125 000 ménages qui, si



Place de la République, les mal-logés résistent. Tout un symbole... DR

les décisions de justice sont appliquées, iront aggraver la paralysie du 115. Mais la ministre a une autre cible. Elle a découvert que l'hôtel coûtait cher (40 000 nuitées hôtelières en 2014) et prévoit donc un plan d'ici 2017 de création de places d'hébergement alternatif.

Mais c'est tout de suite qu'elle doit répondre aux revendications de celles et ceux qui se battent pour leur droit au logement, en commençant par recevoir les campeurs de la place de la République.

JMB



Les comités en action!

Alençon (61) Inauguration du nouveau local du NPA avec Olivier Besancenot.

Vendredi 27 mars, 40 personnes ont participé à cette soirée où a été évoquée la situation préoccupante vécue par les travailleurs et exploités, notamment en France: politique désastreuse du gouvernement actuel, retour en force de l'UMP, progrès continus d'un Front national qui sait dévoyer la colère sous-jacente d'une grande partie de la population, faiblesse de la gauche radicale, atonie ou dispersion des mouvements de résistance sociale...

Mais Olivier a démontré que ce reflux n'avait pourtant rien de fatal. Il est prioritaire pour chacun d'avoir confiance en lui-même, de s'engager et de ne pas s'en remettre passivement à des professionnels de la politique. De nombreux exemples montrent des travailleurs qui ne bougeaient pas, ne contestaient pas, semblaient résignés et sont entrés en action. Ainsi la grève massive des facteurs de Basse-



Normandie a été une surprise pour beaucoup. Il faut «se tenir prêt». Dans cette perspective, le NPA mène une opposition

implacable à toutes les thèses du FN (et pas que lui!) visant à diviser les travailleurs et à en transformer une partie en boucs émissaires. Résolument internationaliste, Olivier s'est élevé contre des simplifications confortables telles que l'opposition entre une «méchante» Amérique et une «gentille» Europe, entre la «méchante» Commission de Bruxelles et les malheureux États (alors que ce sont bien ces États qui prennent les décisions!), entre Paris et Berlin...

Une discussion très riche qui s'est poursuivie encore un long moment autour d'un pot, et une soirée, qui a redonné la pêche et qui a permis de reprendre contact avec quelques anciens militantEs du NPA.

Pontoise (95) Le Pen vient nous provoquer!

Après la venue de Marion Maréchal Le Pen à Eragny puis du «vieux» une première fois à Taverny, Jean-Marie Le Pen 2 le retour, en compagnie de ses charognards, tentait une fois de plus le mardi 24 mars de phagocyter le Val d'Oise. C'était sans compter sur la détermination du collectif antifa95 en



NICOLAS CEBRON

plein essor. En moins de trois jours, la mobilisation fut des plus conséquentes, grâce à ses réseaux tissés depuis nos récentes interventions multiples, et fort de sa capacité militante, pas limitante! 200 affiches collées, des milliers de tracts diffusés... Le soir de sa venue, entre 200 et 250 personnes hurlaient leur haine des fachos, accueillant sous les huées les grappes d'emplumés endimanchés (ils furent bien moins de cent au meeting!) et leur führer.

De nombreuses organisations, syndicats et associations, étaient présentes: SUD, la CGT, le NPA, le FdG (Ensemble, PCF, PG), de nombreux libertaires de toutes obédiences, des écologistes, des militants de la CUP (Comité urgence Palestine), la LDH, Omar Slaouti bien connu dans le 95 pour son inlassable lutte BDS et son soutien infaillible aux sans-papiers et immigrés, et même un «démocrate sincère» local, membre éminent du PS... En bref, une foule mobilisée et bigarrée à l'image du collectif antifa, en masse sous une forêt de pancartes à l'effigie du groupe. Une prise de parole appelant à l'unité et à l'urgente nécessité du renforcement de la lutte antifa à ponctué la dispersion en petits groupes, des identitaires sérieusement louches ayant été repérés aux abords de la manif.

Louviers (27) La mobilisation contre les péages continue.

Jeudi 26 mars, une centaine de personnes se sont retrouvées au péage d'Incarville (accès à l'A13). Les barrières ont été levées pendant une heure pour réclamer sa suppression et refuser la création d'un nouveau péage un peu plus loin. En

«Rassembler autour d'une politique alternative anticapitaliste»

Entretien. Après avoir longtemps milité au PCF, Anne-Marie Borda et Jean-Pierre Roux viennent d'intégrer le NPA Pays basque. Ils reviennent ici sur les raisons de leur départ.



DR

Vous avez décidé de quitter le PCF. Pourquoi?

A-M.B. : Pas facile de quitter la famille, il faut faire abstraction de l'affectif. Jean-Pierre a adhéré au PC en 1968 et a commencé à militer activement en 1970. Membre du comité départemental pendant 30 ans, il a aussi été élu municipal durant quatre mandats.

En ce qui me concerne, j'ai pris ma carte en 1980 pour «changer la vie» et j'ai été membre de la direction départementale pendant une dizaine d'années. Élu municipale durant 13 ans, j'ai aussi été adjointe chargée de la culture de la ville d'Anglet. Nous avons décidé de quitter ensemble le PC à cause d'un désaccord sur sa stratégie. Progressivement, le PC a privilégié les alliances d'appareils politiques, ce qui désarme, écarte les citoyenEs des pouvoirs de décision et dilue les idées communistes. Résolument communistes, nous pensons que ce qui est déterminant pour résoudre les problèmes de la population laborieuse, c'est de rassembler autour d'une politique

alternative anticapitaliste débarrassée de l'hégémonie des grands groupes financiers, de l'Europe libérale et du FMI.

Aux dernières élections municipales, pour quelles raisons aviez-vous participé à «Anglet à gauche toute», liste de rassemblement anticapitaliste soutenue par des militantEs du Front de gauche et du NPA?

J-P.R. : Nous ne pouvions accepter à Anglet de figurer sur une liste avec le PS et des candidats se réclamant publiquement de la droite. Depuis son accession au pouvoir, le PS a changé de camp au plan national comme international. Sa politique a d'ailleurs été condamnée lors des élections municipales, des européennes, des sénatoriales et des dernières départementales. Ce PS hégémonique devient un boulet pour les forces de changement. Il salit la politique. Il ternit l'horizon. Il bouche l'espoir, l'avenir. Ce qui affaiblit la gauche en général et fait le jeu de la droite extrême. Le peuple de gauche se réfugie dans l'abstention.

Avec quelques camarades du PC, nous avons été suspenduEs pour avoir participé à la liste «Anglet à gauche toute».

Pourquoi avez-vous décidé d'adhérer au NPA?

A-M.B. : C'est pour sa stratégie. Ce qui est déterminant aujourd'hui, c'est de donner la primauté à l'accumulation de forces contre l'austérité organisée par le gouvernement Hollande-Valls, fondé de pouvoir du Medef, de l'Europe du capital, du FMI. Il est indispensable de ne faire aucune concession sur le plan des idées révolutionnaires pour rassembler efficacement les citoyenEs. C'est donc refuser l'exploitation capitaliste. En clair, bien montrer que, pour vivre mieux, il faut s'en prendre aux profits. Les résultats électoraux ne seront bons que quand les luttes seront associées à un haut niveau de conscience de la population. Aujourd'hui il nous semble que cette stratégie est portée par le NPA. **Propos recueillis par le comité NPA Pays basque**

Les Nôtres

Yves Gelin (1953 – 2015)

Yves vient de nous quitter, après cinq années de dur combat contre la maladie. Il était par excellence un «compagnon de route»: sans jamais adhérer, soucieux de son libre-arbitre, il a manifesté plusieurs décennies durant sa fidélité aux combats de la LCR puis du NPA.



DR

Réducateur en RASED, Yves était une des figures de la radicalité du mouvement des instituteurEs havrais des années 90-2000. Artiste lui-même, il aimait mettre toute sa créativité au service des mouvements sociaux. Ainsi lors de la grande grève enseignante de 2003 (trois mois de grève reconductible!), il avait été à l'origine des «MIG» (men in grève) et des «WIG» (women in grève): parodiant la sortie à l'époque du film *Men in black*, cette sorte de garde prétorienne de

la grève générale était constituée de grévistes en costume noir, lunettes Ray-Ban fumées, pistolet-mauser barrant le visage à la façon de James Bond, qui ouvrait les cortèges enseignants lors des manifestations locales ou des montées à Paris. Il en était de même du mouvement chorégraphique de banderoles rouges dans les manifs, imitant celui des vagues qui bordent notre ville, et qui faisait alterner les messages «*Rouges de colère!*» et «*Grève générale!*» à l'infini... Yves était toute cette énergie, et bien

d'autres choses encore. Nous nous rappellerons de sa haine obsessionnelle du nazisme et du fascisme, de ses pitreries, ses coups de gueule auxquels n'échappaient pas les socialistes locaux...

Une émouvante cérémonie s'est tenue le 26 mars, où tous, en manif, nous avons accompagné son cercueil, sa femme Elisabeth et ses enfants Clémence et Simon en chantant «*Bandiera rossa*», une de ses chansons révolutionnaires préférées. Salut camarade... **Ses camarades et amis du NPA**

effet, toujours plus d'automobilistes font le détour pour éviter de payer 2,10 euros au péage, débordant loin sur la bande d'arrêt d'urgence. L'accident mortel peut arriver tous les jours. La réponse de la SAPN, avec la complicité de bien des notables roses ou



DR

bleus, c'est de réguler la circulation par la création d'une nouvelle barrière à Criquebeuf... Le collectif «Maintenant ça suffit», issu de la campagne municipale NPA-PCF aux municipales de Louviers, mobilise contre la logique des pseudo-réalistes. Il revendique la suppression du péage d'Incarville par expropriation de la SAPN, et le refus d'un nouveau péage à Criquebeuf. Nos actions

perturbent tous ceux qui se seraient bien contentés de quelques effets oratoires et du jeu institutionnel. À gauche comme à droite, personne ne peut plus contourner le problème. Nous continuons!

Anancy (74) En réunion avec Philippe Poutou.

Notre camarade était présent ce samedi 4 avril. La matinée fut consacrée à une distribution de tracts contre la loi Macron sur le marché et l'après-midi à une réunion publique. Plus d'une quarantaine de personnes se sont retrouvées pour débattre et échanger sur la situation politique dans la suite des élections départementales. La discussion s'est engagée rapidement après une courte intervention de Philippe qui brossa un tableau de la situation politique (politiques d'austérité, loi Macron, désaveu électoral, nécessité des luttes, solidarités internationales, manifestation du 9 avril). Ce fut ensuite un flot d'interventions pendant plus d'une heure et demie. Philippe et quelques militants participèrent à cette discussion en insistant sur la

gravité de la crise où l'écart entre les riches et les pauvres se creuse toujours plus. Malheureusement, cela n'est pas suffisant pour que les exploités prennent conscience qu'eux seuls ont la possibilité de renverser ce monde capitaliste si barbare. Et pour l'instant, ce sont les forces les plus réactionnaires qui ont le vent en poupe. Elles en profitent pour retourner la colère des travailleurs vers des boucs émissaires. Heureusement, firent remarquer certains dans la discussion, depuis quelque temps, des peuples relèvent la tête: révolutions arabes, forte mobilisation populaire en Europe du sud, victoire de Syriza en Grèce (même si, face à l'intransigeance de la classe dominante, les nouveaux dirigeants acceptent des compromis avec la troïka qui remettent en cause leurs engagements). Beaucoup d'interrogations, des questions à approfondir, mais une même volonté de se donner la force et les moyens de remettre en cause les politiques d'austérité et le système capitaliste. Une discussion qui s'est poursuivie autour d'un buffet.

L'Anticapitaliste la revue

Le n°64 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à:

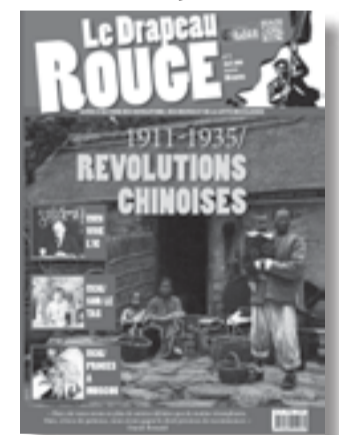
L'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Plus qu'un journal,
L'Anticapitaliste
un outil pour lutter!



Drapeau Rouge n°7 vient de paraître



À commander, par chèque de 12 euros, à RaDAR, boîte postale 8, 93100 Montreuil.

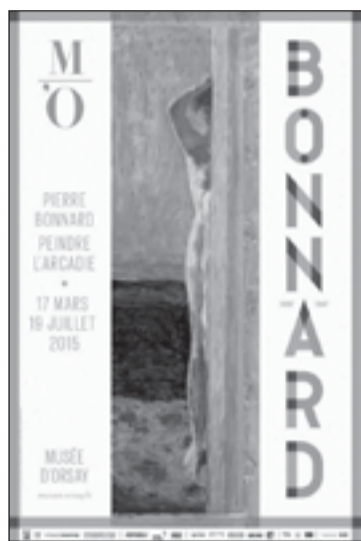
Exposition

« Pierre Bonnard. Peindre l'Arcadie »

Jusqu'au 19 juillet au musée d'Orsay

Une exposition exceptionnelle, d'un (grand) peintre qui a tracé obstinément pendant plus de 50 ans, fin XIX^e début XX^e, son sillon figuratif singulier et paradoxal, fidèle à une constante fureur de peindre.

Un peintre à part : admirateur à la fois des couleurs de Gauguin et des aplats de Hiroshige, il est le « Nabi japonais » au côté notamment de son ami Vuillard mais reste néanmoins à l'écart des mouvements d'avant-garde, préférant faire œuvre originale et solitaire, ce qui ne l'empêche pas de fréquenter Monet en Normandie et surtout Matisse au Canet, et de partager une réelle connivence artistique avec les jardins naturels de l'un et les fenêtres ouvertes sur le paysage de l'autre.



Une peinture d'une modernité éblouissante, dynamisant par la couleur la vision de la lumière et de l'espace, reconnue par Matisse et plus tard par des Rothko, Diebenkorn, et bien d'autres.

La couleur est essentielle : couleurs vives souvent pures, primaires et complémentaires sans souci de réalisme, parfois à la limite de l'abstraction ; la profondeur créée exclusivement par le contraste des couleurs et non par la différence de valeur ; l'inversion inhabituelle

des couleurs, les froides en premier plan ; et surtout ses jaunes de cadmium éclatants et ses violets de cobalt envoûtants devenues sa marque de fabrique.

La composition, forte, est surprenante : éclatement du sujet multipliant les points de focalisation ; relèvement des fonds supprimant la perspective, ajoutant à l'ambiguïté

entre intérieur et extérieur, le paysage étant dans le même plan que la porte ou la fenêtre ; imbrication de la forme et du fond créant une subtile vibration, la lumière glissant de l'une à l'autre rendant les contours insaisissables ; cadrage photographique insolite d'images tronquées, reflets dans l'eau, dans les miroirs, jeu constant entre le montré et le caché.

Hors de son temps

La création est un long processus de maturation : des photos instantanées et croquis dessinés et annotés, au travail en atelier en grande partie de mémoire afin de préserver l'émotion originelle, aux constantes reprises parfois plusieurs années après la vente.

La thématique est limitée à des sujets domestiques et intimes, presque intemporels, issus d'un environnement immédiat dont il explore inlassablement l'ambiguïté, entre sérénité apparente et tension, entre retenue et vivacité : les intérieurs bourgeois et la réalité domestique banale ; le paysage, jardin

naturel ou échappées visuelles ; l'autportrait introspectif ; le corps et sa nudité, la femme (la sienne, Marthe) austère ou sensuelle ; l'obsession du bain, comme le montre aussi actuellement l'exposition « La toilette, naissance de l'intime » au musée Marmottan.

Un peintre hors de son temps en retrait de la vie sociale et politique, ce qui lui a été longtemps reproché. Longtemps boudé comme « peintre du bonheur » bourgeois et décoratif par ceux qui ne savent pas voir cette fausse sérénité émanant de ses intérieurs bourgeois à la manière de Marcel Proust, la retenue et le non-dit, la solitude voire l'enfermement qu'évoquent la présence trouble de Marthe, l'angoisse des magnifiques autoportraits tourmentés au crayon et gouache.

Rien de spécialement bourgeois dans sa quête d'Arcadie, cette méditation philosophique à laquelle il nous invite : une simple fenêtre ouvrant sur un jardin, l'ombre d'une femme, une flaque de soleil ? À vérifier aussi au musée Bonnard au Canet.

Ugo Clerico

Cinéma

Voyage en Chine de Zoltan Mayer

Avec Yolande Moreau, Qu Jing Jing et Lin Dong Fu. Sortie mercredi 25 mars



Yolande Moreau domine de son talent cette histoire de Liliane, une infirmière proche de la retraite qui apprend la mort en Chine de son fils avec lequel elle n'a plus de relations. Elle doit se rendre sur place pour rapatrier le corps. Liliane décide de partir sans son mari pour Shanghai avant de prendre un train pour Chengdu et enfin un car qui la mène sur les lieux de l'accident dans lequel Christophe a péri.

Les histoires d'enfants qui découvrent après leur mort ce qu'ont été leurs parents ne sont pas rares. Là, c'est l'inverse : à travers ses pérégrinations, Liliane va appréhender la vie de son fils et aussi s'ouvrir à la Chine et à une nouvelle vie. Cela pourrait ne pas être sans intérêt. Et, à certains moments, on est ému.

Mais, outre quelques longueurs, il est gênant que le film se déroule dans une Chine idyllique sans guère de rapport avec la réalité, notamment celle décrite par le cinéma chinois avec des œuvres comme *A touch of sin* ou *Black coal*. Dans la Chine de Zoltan Mayer, les fonctionnaires sont honnêtes et un des personnages est plus sympathiques rencontrés par Liliane est un boursicotier qui s'est retiré dans les montagnes du Sud après avoir fait fortune. Il connaît un seul mot de français : « CAC 40 ».

Henri Wilno

Essai

Les nourritures. Philosophie du corps politique, Corine Pelluchon

Seuil, 2015, 25 euros

Spécialiste de philosophie politique et d'éthique appliquée, Corine Pelluchon fait comme nous tous le constat que malgré l'état d'urgence absolue dans lequel nous vivons aujourd'hui, l'écologie reste une préoccupation périphérique. Elle prend ici le parti d'élaborer une philosophie du « vivre de », concevant la terre non plus comme une ressource, mais comme « la condition de notre existence pensée dans sa matérialité ».

L'ouvrage est scindé en deux parties, et initialement deux ouvrages étaient prévus. D'abord une étude phénoménologique des « nourritures », du sens du goût et du plaisir ; ensuite une recherche d'une nouvelle philosophie, d'un contrat social à opposer aux philosophies de la liberté représentant l'homme dans un rapport de domination sur le monde, auquel elle oppose le sens de « l'être-avec-le-monde ». Cela implique une continuité entre les générations passées et futures, mais aussi avec la terre et ses produits et avec les animaux dans un très louable souci du long terme. À ce stade, le discours de Corine Pelluchon ne peut que nous convenir : cesser l'exploitation de la terre, casser les lois du marché, supprimer l'exploitation ignoble des animaux d'élevage... C'est après que cela se complique.

Si l'auteur rejette les excès auxquels conduit le marché, il ne lui vient pas un instant à l'idée d'en chercher les racines dans le système capitaliste, et les solutions qu'elle préconise, au-delà de l'arrêt de la consommation de

viande et de l'agroécologie, relèvent d'une politique qui pourrait prêter à sourire si ce n'était pas aussi consternant. Le principal atout dans la manche de Corine Pelluchon est la création d'une troisième assemblée, qui ne voterait pas les lois mais aurait un droit de veto... et serait dédiée aux enjeux environnementaux. Les

membres de cette « Assemblée de la nature et du vivant » serait composée d'experts, « de personnalités qualifiées et reconnues pour leurs compétences en matière d'environnement »... désignées par tirage au sort. Bref, lisez la première partie du livre... et oubliez la deuxième !

Catherine Segala



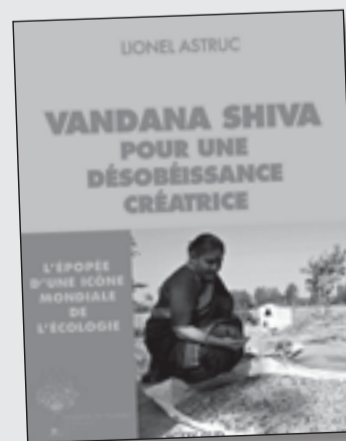
Essai

Vandana Shiva. Pour une désobéissance créatrice. Entretiens, Lionel Astruc

Actes Sud, 2014, 19 euros

Tout au long d'une série d'entretiens avec la militante écoféministe indienne, ce livre retrace son parcours – de la physique quantique à l'écoféminisme ! –, ses principaux combats et engagements.

La question de la souveraineté alimentaire est au centre de sa démarche, contre la mainmise des grandes firmes capitalistes de l'agroalimentaire, de la distribution et des semences. Elle dresse un bilan sans appel des « révolutions vertes » et prend parti pour une agriculture biologique de petites fermes, pour la santé des paysans et de toute la population au nord comme au sud, dans une démarche résolument internationaliste. À travers de multiples exemples, du coton à l'aubergine, du riz au soja, elle dénonce les ravages causés par les firmes



semencières qui ont imposé les OGM et plus globalement le brevetage du vivant. Pour des raisons à la fois sociales – suicides de nombreux petits paysans ruinés – et écologiques – disparition de nombreuses

variétés, multiplication des traitements chimiques... –, elle plaide pour la « liberté des semences » et explique sa mise en œuvre dans plus de 120 « banques de semences paysannes ».

Dans toutes ces luttes, elle met l'accent sur la place trop souvent ignorée des femmes. Si ses propos dégagent un certain essentialisme autour de « qualités féminines » qui ne peut que nous heurter, force est de constater que celui-ci ne débouche jamais sur un enfermement des femmes et que sa dénonciation de « l'union du patriarcat et du capitalisme » sonne extrêmement juste. Les trois piliers de son engagement : « combat pour la vérité » qui pourrait se traduire par le devoir de désobéissance aux lois injustes, autosuffisance et autodétermination, empruntent des mots qui ne sont pas nécessairement les nôtres, mais expriment un combat où anticapitalisme, antiproductivisme, internationalisme et féminisme sont intimement mêlés. Un combat incontestablement proche du nôtre.

Christine Poupin

Projection

On l'appelait Tom, de Daniel Kupferstein (2011)

En présence du réalisateur et de Marika Moisseeff, ethnologue et psychiatre. Dimanche 19 avril 2015 (date anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie en 1943), à 14 h 30 au Mémorial de la Shoah (17, rue Geoffroy l'Asnier, 75004 Paris)

Stanislaw Tomkiewicz (dit Tom) est né à Varsovie (Pologne) en 1925. Survivant du ghetto et du camp de Bergen-Belsen, Tom arrive en France en 1945. Il devient médecin pédiatre et psychiatre, et passe sa vie à soigner et à défendre les enfants maltraités, les adolescents délinquants et les polyhandicapés. Devenu directeur de recherche de l'Inserm, il oriente son travail contre les violences institutionnelles. Militant engagé au PCF jusqu'en 1970, il va soutenir le combat des algériens du FLN puis de tous les « damnés de la terre », y compris du peuple palestinien. Le film retrace le parcours de cet homme atypique, disparu en 2003, mais que l'on aimerait rencontrer encore aujourd'hui au coin d'une rue, dans un amphithéâtre ou dans un café...

Entrée libre mais sur réservation : 01 42 77 44 72 ou <http://billetterie.memorialdelashoah.org>



L'Anticapitaliste | Libre expression

PROJET DE LOI

“ Le renseignement est au service de l'État, et ne respecte pas le droit à la sûreté des individus ”



PHOTO THÈQUE ROUGE / MB

Entretien. Après avoir été présenté en conseil des ministres mi-mars, le projet de loi sur le renseignement sera discuté à l'Assemblée nationale à partir du 13 avril. Avec les autres membres de l'Observatoire des libertés et du numérique (la Quadrature du Net, la Ligue des droits de l'homme ou le Syndicat des avocats de France...), Amnesty International et Reporters sans frontières, le Syndicat de la magistrature mène campagne dans l'urgence contre ce projet néfaste. À cette occasion, nous avons rencontré sa secrétaire générale, **Laurence Blisson**.

Le gouvernement présente son projet de loi comme un instrument de lutte contre le terrorisme, mais il s'agit bien d'une loi sur le renseignement, d'une portée plus importante...

À cette étape, le gouvernement a réussi à présenter ainsi les choses car il pense que cela devrait susciter une adhésion généralisée à son projet. Pourtant il s'agit bien d'une loi sur le renseignement, c'est-à-dire pour que des services occultes puissent travailler, c'est-à-dire surveiller, dans l'opacité complète. Le but du projet est avant tout la protection des agents de renseignement contre le risque pénal, et pas le droit à la sûreté des citoyens...

Concernant le champ de cette loi, le texte parle de la protection des « intérêts économiques et scientifiques essentiels de la France » c'est-à-dire ceux des entreprises nationales telles que dans le secteur de l'énergie, etc. Cela signifie donc la possibilité de surveiller toutes personnes ou organismes susceptibles de nuire. Il est aussi question de « préserver les intérêts essentiels de la politique étrangère et l'exécution des engagements européens et internationaux de la France ». Entendons en particulier les « engagements » économiques de la France... Ainsi, les débats autour de TAFTA et du grand marché transatlantique pourraient rentrer dans cette catégorie. On surveillerait celles et ceux qui y sont opposés? Enfin, la loi prévoit une nouvelle catégorie baptisée « prévention des violences collectives de nature à porter gravement atteinte à la paix publique ». On imagine sans nul doute que les actions de manifestations ou de soutien aux ZAD peuvent tout à fait rentrer dans

le cadre de cette loi. On le voit, il s'agit bien d'une logique politique du renseignement au champ élargi.

Sur la forme, le gouvernement entend agir vite et utilise donc la procédure d'urgence pour faire adopter son projet...

La procédure d'urgence est souvent utilisée pour saisir l'opinion, suspendre sa réflexion. Pour le gouvernement, il s'agit de forcer le consensus dans l'urgence. Ainsi, nous avons été entendus par la commission des lois de l'Assemblée nationale mercredi 25 mars, alors que nous avions reçu le projet de loi quatre jours ouvrables plus tôt. Des conditions difficiles pour un texte ardu et assez technique. Pourtant, si les attentats de début janvier ont accéléré les choses, le projet est préparé de longue date par les parlementaires, et notamment par Jean-Jacques Urvoas, député PS et président de la commission des lois. On ne comprend pas bien une telle urgence, puisqu'il y a déjà des dispositifs anti-terroristes auxquels ce projet n'ajoute rien en terme d'efficacité. Ces conditions, cette vitesse, ont aussi peut-être pour objectif d'éviter les dissidences internes, comme on a pu le voir récemment autour de la loi Macron...

Avec ce nouveau projet, par quels moyens les services comptent-ils organiser la surveillance généralisée? Il y a d'abord les moyens classiques et ciblés, les écoutes par exemple, mais qui seront étendues à l'ensemble de l'entourage des personnes. Est aussi prévue la « sonorisation », c'est-à-dire la pose de micros invisibles à domicile, dans les véhicules...

Nouveauté, le texte parle des « dispositifs techniques de proximité ». Ce sont par exemple de fausses antennes-relais dont la fonction est de capter l'ensemble des communications (téléphoniques, connexions, etc.). Le projet permettrait aussi d'imposer aux opérateurs réseaux et aux fournisseurs d'accès et de services internet de mettre en place des systèmes de captation des données, de connexions des utilisateurs, des « boîtes noires ». Et est aussi prévue une surveillance massive du trafic internet, trafic qui sera analysé par des algorithmes classés secret-défense.

On le voit, tous ces modes opératoires sont assez proches de ceux utilisés par la NSA étatsunienne. En l'absence de contrôle, ces dispositifs sont très dangereux, et constituent une atteinte aux droits les plus fondamentaux : la protection de la vie privée, de l'intimité, etc.

Justement, des moyens de contrôle, des garde-fous, sont-ils prévus? Le gouvernement nous dit qu'avec ce projet, on va enfin contrôler les services de renseignement, encadrer leur activité. Ce n'est pourtant pas le cas. Sur la prise de décision, ce n'est plus le judiciaire mais le Premier ministre, ou une personne qui procède par délégation de celui-ci, qui peut décider de la surveillance de telle ou telle personne, cela sans élément objectif ou à charge...

À l'inverse, ce qu'il faudrait, c'est retirer ce pouvoir au Premier ministre et mettre en place des outils de contrôle à priori, pouvant donner ou refuser son aval à la décision de surveiller. Le projet de loi met en place une commission nationale de contrôle des techniques

de renseignement (CNCTR), composée de neuf personnes, parlementaires et magistrats, qui n'est que consultative, sans pouvoir de décision. Bien entendu, dans son travail d'instruction, cette commission aura accès à différentes informations et documents, y compris secret-défense, mais comment le citoyen, lui, y compris celui qui est concerné, pourra utiliser ces outils? Cela illustre bien que le renseignement est au service de l'État, et ne respecte pas le droit à la sûreté des individus, droit fondamental reconnu par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Alors quelle mobilisation est possible pour que soit rejeté ce projet de loi?

Dans ces conditions, avec la procédure d'urgence, cela est très compliqué. Ce que nous faisons, avec les organisations de l'Observatoire des libertés et du numérique, ainsi que Amnesty et RESF avec qui nous avons organisé une conférence de presse, c'est mener campagne pour alerter les citoyens et les parlementaires qui vont devoir se prononcer ces prochaines semaines sur la loi. Ceux-ci reconnaissent eux-mêmes leur ignorance des techniques de renseignement et de leurs conséquences. Ils sont sur le point d'adopter un texte dont ils ne mesurent pas l'impact réel. Sur un plan démocratique, c'est extrêmement grave.

Nous avons besoin d'un front syndical et politique car beaucoup d'organisations, notamment dans le cadre de l'activité syndicale, pourraient subir les conséquences de cette loi.

Propos recueillis par Manu Bichindaritz et Robert Pelletier

Vu ailleurs



QATAR : MARATHON OBLIGATOIRE.

Des travailleurs bangladais, népalais

ou pakistanais, en jeans et en tongs, en pleine chaleur, amenés par vagues en bus depuis leurs dortoirs, avec l'obligation de courir et l'interdiction d'abandonner. C'est la vision qu'a offerte un marathon organisé à Doha, au Qatar, vendredi dernier. Al-Sadd, le principal club de sport du Qatar, voulait tout simplement battre le record du monde de coureurs engagés sur un marathon (50 000 selon le Guinness Book). The Telegraph et Doha News rapportent ce nouveau scandale dans le traitement par le Qatar de ses travailleurs immigrés. Des participants racontent : « Plusieurs travailleurs essayaient de partir, mais on leur ordonnait de faire demi-tour. Les organisateurs leur criaient dessus, leur disant de rester et de franchir la ligne d'arrivée. » [...] Selon le Telegraph, le record était loin d'être validé malgré la participation imposée de ces travailleurs immigrés : ils étaient finalement 33 000 à prendre part au marathon. Le porte-parole du club d'Al-Sadd, Mega Gonzales Cervantes, a confirmé que des travailleurs immigrés avaient participé au marathon, mais qu'il s'agissait d'ouvriers « avec un travail décent ». « Ceux qui ne voulaient pas courir étaient invités à rester dans les bus. Je les ai encouragés de manière polie. Ce sont des êtres humains aussi, non ? » Le Qatar compte 1,5 million de travailleurs immigrés, dont 500 000 ouvriers. Selon Nicholas McGeehan, un chercheur spécialisé sur les pays du Golfe interrogé par le Telegraph, des organisateurs qataris avaient déjà obligé des ouvriers immigrés à participer à des événements pour gonfler les chiffres. Ce scandale intervient après que plusieurs organisations humanitaires ont alerté sur les conditions de travail des immigrés asiatiques au Qatar.

« Au Qatar, des travailleurs immigrés forcés à courir un marathon », Adrien Franque, Libération, vendredi 3 avril 2015

S'abonner à l'Anticapitaliste
l'hebdomadaire du NPA - www.NPA2009.org

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 6 mois
<input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 20 €
<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel	Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 6 mois
<input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 14 €
<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 28 €
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 6 mois
<input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 38 €
<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org